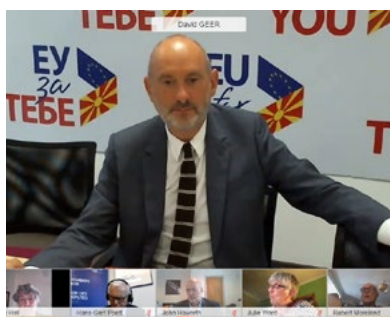


PEAAD BULLETIN



Association des Anciens Députés au Parlement Européen

www.formermembers.eu



Activités en ligne

Visite d'étude en
Macédoine du
Nord

Page 14



Activités en ligne

COVID-19 : Une
discussion globale

Page 26

DANS CE NUMÉRO



Le Prix Sakharov 2020 pour la liberté de l'esprit a été décerné à l'opposition démocratique au Bélarus.

L'opposition démocratique au Bélarus est représentée par le Conseil de coordination, une initiative de femmes courageuses ainsi que de figures politiques et de la société civile de premier plan. Le Bélarus traverse une crise politique depuis les élections présidentielles contestées du 9 août, qui ont conduit à un soulèvement contre le Président autoritaire Alexandre Loukachenko et à une répression brutale des manifestants par le régime.

couverture : ©Parlement européen

03 Mot du Président

04 PE au travail

ACTUALITÉ

05 75e anniversaire de l'ONU
(*Alexandre Gerard Stutzmann*)

06 Une Biélorussie libre
(*Filip Kaczmarek*)

07 Les relations économiques entre l'UE et la Chine
(*Godelieve Quisthoudt-Rowohl*)

08 Corona et la faim dans le monde
(*Karin Junker*)

09 Plan de relance européen et lien avec le pacte vert
(*Peter Liese*)

10 Le coronavirus et nous
(*Gisela Kallenbach*)

11 Espace Européen de la formation professionnelle
(*Jean Arthuis*)

12 Aimez-vous le poisson?
(*Brigitte Langenhagen*)

ACTIVITÉS DE L'AAD

14 Visite d'étude virtuelle en Macédoine du Nord

24 Visite sous la présidence

26 Réseau des anciens députés

27 Programme PE au Campus

28 Critique du livre

DÉPÊCHES

29 Activités

29 Nouveaux membres

30 In memoriam

APPEL À CONTRIBUTION:

Le comité de rédaction tient à remercier tous les membres qui ont pris le temps de contribuer à ce numéro du Bulletin de l'AAD. Nous voudrions attirer votre attention sur le fait que la décision d'inclure un article incombe au comité de Rédaction du Bulletin de l'AAD et, qu'en principe, les contributions soumises par des membres qui ne sont pas à jour de paiement ne sont pas retenues. En raison de long décalage entre l'appel à contribution et la publication, certains articles peuvent être dépassés.

Le Bulletin de l'AAD est publié par l'Association des anciens députés du Parlement européen avec l'assistance du Parlement. Toutefois, les opinions exprimées dans ses articles sont celles des membres contributeurs de l'AAD et d'écrivains invités, et ne représentent pas nécessairement les positions du Parlement, ni celles de l'AAD. De même, l'inclusion des communications publicitaires n'implique pas nécessairement une recommandation de l'AAD ou du Parlement.

COMITÉ DE REDACTION

Jean-Pierre AUDY
Monica BALDI
Brigitte LANGENHAGEN
Edward McMILLAN-SCOTT
Teresa RIERA MADURELL

PRÉPARÉ PAR

Elisabetta FONCK
Lisbeth BRAVO
Valeh NASIRI
Leandra ILGNER
Valerie RASKIN

CONTACTS

formermembers@europarl.europa.eu
Tél.+ 32(0)2 284 07 03
Fax.+32(0)2 284 09 89



Mot du PRÉSIDENT

Chers membres de l'AAD,

L'année 2020 touche à sa fin et, malheureusement, l'Union européenne doit faire face à une seconde vague d'infections au coronavirus. Malgré tous les points négatifs, si nous dressons le bilan de l'année écoulée, nous pouvons constater que l'Union a su faire preuve de cohésion dans son soutien aux États membres et fournir l'aide économique nécessaire.

Avant tout, nous vivons une époque où nous devons nous adapter à des situations nouvelles et être prêts à prendre des mesures rapides et efficaces. Au sein de l'AAD, nous en sommes pleinement conscients. Nous avons ainsi encouragé les activités en ligne. En outre, la crise de la COVID-19 n'affecte pas uniquement l'Europe et doit donc être considérée dans un contexte global. Dans cette perspective, une table ronde virtuelle très à propos intitulée «COVID 19 - un débat mondial» a été organisée avec l'Association des anciens membres du Congrès des États-Unis et l'Association des anciens députés au Parlement de Nouvelle-Zélande. Elle nous a permis de faire le point sur la position de différentes régions du monde dans la lutte contre la pandémie et d'échanger de bonnes pratiques et des avis sur le chemin encore à parcourir. Grâce à l'augmentation de l'enseignement à distance dans le cadre du programme PE au campus, nous avons également pu contribuer à de nombreuses conférences et mener d'intenses débats avec des étudiants aux quatre coins du monde.

Pour la toute première fois, notre

visite d'étude en Macédoine du Nord a eu lieu virtuellement. Nous avons pu rencontrer des intervenants de premier plan comme le président de la Macédoine du Nord, Stevo Pendarovski, le président de l'Assemblée (la Sobranie), Talat Xhaferi, le vice-premier ministre chargé des affaires européennes, Nikola Dimitrov, et le ministre des affaires étrangères, Bujar Osmani. Ce numéro comprend un compte rendu détaillé de cette visite, accompagné de contributions de membres de la délégation et d'étudiants.

Notre visite prévue en Allemagne dans le contexte de la présidence allemande de l'Union cette année a donné lieu à des discussions enrichissantes avec, entre autres, Wolfgang Schäuble, président du Bundestag, et le professeur Norbert Lammert, président de la fondation Konrad Adenauer. Un grand nombre de membres de l'AAD ont participé à cette visite à distance et y ont contribué par leurs réflexions et commentaires. En particulier, nous avons apprécié le dialogue ouvert et constructif avec les organisations actives de la société civile en Allemagne, qui se sont exprimées lors de la conférence sur l'avenir de l'Europe.

Ce programme automnal très intense s'est terminé par la tenue de deux événements virtuels particuliers les 9 et 10 décembre: une discussion avec Werner Hoyer, président de la Banque européenne d'investissement, et notre second webinaire intitulé «Ensemble pour l'avenir de l'Europe». Ils faisaient partie intégrante d'un

cycle d'événements organisé en collaboration avec les principales fondations politiques européennes et l'Institut universitaire européen de Florence. Merci pour votre participation active à ces discussions, j'ai hâte de les poursuivre au cours de l'année à venir.

Je souhaite également remercier notre secrétariat, qui a organisé ces événements virtuels avec beaucoup de dévouement et en très peu de temps, et auquel nous devons notre visibilité et ces nombreux échanges animés sur les réseaux sociaux.

J'espère sincèrement que nous pourrons bientôt nous revoir en personne. En attendant, je vous souhaite, ainsi qu'à vos familles, un joyeux Noël et une heureuse année 2021, en bonne santé.

Prenez soin de vous.

Bien cordialement,

PE AU TRAVAIL

DOSSIERS CLES

Vote sur les ressources propres: les députés ouvrent la voie au plan de relance COVID-19. (session de septembre - P9_TA(2020)0220).

Les députés ont accéléré la procédure. Cet obstacle important levé, il est maintenant possible d'accélérer la procédure de mise en œuvre de cette législation européenne clé afin de relancer l'économie, en autorisant la Commission à lever sur les marchés 750 milliards d'euros pour le fonds de relance.

Les États membres doivent harmoniser les évaluations sanitaires concernant la crise COVID-19 (session de septembre - P9_TA-PROV(2020)0240)

Les MdPE regrettent que les États membres ne semblent pas avoir tiré les leçons du début de la crise et aient pris une fois de plus des mesures différentes et non coordonnées, ce qui entraîne des évaluations de risque sanitaire différentes et des restrictions à la liberté de mouvement des citoyens voyageant depuis d'autres pays de l'UE.

Le PE réclame un mécanisme contraignant et

efficace afin de protéger les valeurs de l'UE (session de octobre -P9_TA-PROV(2020)0251)

Des recommandations annuelles par pays sont nécessaires pour déclencher le mécanisme de protection des valeurs de l'UE, les procédures d'infraction et la conditionnalité budgétaire.

Les députés ont adopté des propositions sur la meilleure façon pour l'UE de réglementer l'intelligence artificielle (IA) (Session d'octobre - P9_TA-PROV(2020)0277)

Le PE est l'une des premières institutions à proposer des recommandations sur ce que les règles d'IA devraient inclure en matière d'éthique, de responsabilité et de droits de propriété intellectuelle.

Les députés ont adopté leur position sur la réforme de la politique agricole commune après 2022. (session d'octobre - P9_TA(2020)0287)

Elle devrait être plus souple, durable et résiliente aux crises, pour que les agriculteurs puissent continuer à assurer la sécurité alimentaire en Europe.

Les autres principaux dossiers abordés dans les séances plénières étaient:

Septembre 2020

- **Pacte vert:** les députés appellent à renforcer le soutien à la protection, à la restauration et à la gestion durable des forêts, à la protection de la biodiversité et des puits de carbone, et à reconnaître la productivité et les services écosystémiques des forêts. (16.09.20)
- Le PE a adopté la proposition de la Commission visant à réviser le système européen de surveillance, de déclaration et de vérification des **émissions de CO2 du transport maritime**. (16.09.20)
- Le Parlement demande une augmentation significative des **ressources consacrées au FTJ** pour une transition juste afin d'atténuer l'impact social de l'écologisation de l'économie. (16.09.20)
- Les MdPE ont adopté qu'à partir de

septembre 2022, les voitures devront respecter les limites d'**émissions de NOx** de l'UE dans des conditions de conduite réelles (17.09.20)

- Le Parlement appelle l'UE à lutter contre la **pollution pharmaceutique**, afin de prévenir les risques environnementaux et sanitaires. (17.09.20)
- Les députés demandent des mesures pour garantir aux **Roms** l'égalité d'accès au logement, à l'éducation, aux soins de santé et à l'emploi. (17.09.20)
- 6,2 milliards d'euros pour lutter contre la crise et accélérer le **déploiement de vaccins**. (17.09.20)
- Les députés demandent des contrôles plus stricts des exportations de technologies et d'équipements militaires. (17.09.20)

Octobre 2020

- Les députés ont adopté deux propositions concernant la liaison fixe transmanche dont l'objectif est de maintenir les mêmes règles relatives à l'ensemble de **l'infrastructure du tunnel** une fois que le Royaume-Uni aura le statut de pays tiers. (08.10.20)
- Le Parlement appelle au **respect intégral et inconditionnel des valeurs de l'UE en Bulgarie**. (08.10.20)
- Le Parlement a appelé à combler la **fracture numérique en Europe**, la pandémie ayant exacerbé les inégalités dans l'UE en matière d'accès à l'enseignement scolaire. (20.10.20)

Pour plus d'informations, veuillez consulter la page suivante: <http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/plenary>

ACTUALITÉ

75E ANNIVERSAIRE DE L'ONU

Le 75e anniversaire de l'ONU aurait dû être marqué par une célébration joyeuse. Il devait être l'occasion de rappeler avec fierté les nombreux succès obtenus par l'organisation sur la voie d'un monde meilleur et de réaffirmer l'attachement aux principes et valeurs du multilatéralisme ainsi qu'à la Charte des Nations unies, en dressant une feuille de route ambitieuse pour les décennies à venir: l'avenir que nous voulons, l'ONU qu'il nous faut! Or, la coopération internationale traverse une période difficile, dans le monde et depuis déjà plusieurs années. La montée des nationalismes, la prédominance croissante des intérêts sur les valeurs, le manque de détermination à s'attaquer collectivement aux menaces et aux défis mondiaux, ainsi que la perte de confiance générale dans les institutions internationales caractérisent la situation mondiale. Dans ce contexte, la pandémie de COVID-19, avec le lot de difficultés qu'elle entraîne, sonnera le glas de la coopération internationale ou nous offrira une ultime chance de la relancer. Les Nations unies seront-elles en mesure de relever ce défi? Ont-elles les moyens de leurs ambitions? Ou courent-elles le risque de devenir caduques?

Le 21 septembre 2020, l'Assemblée générale de l'ONU, au niveau des chefs d'État et de gouvernement, a adopté à l'unanimité une déclaration politique indiquant la voie à suivre pour les prochaines décennies, dans tous les domaines d'action, afin d'apporter une réponse collective aux besoins et aux défis auxquels est confrontée notre planète. Vu la complexité du contexte international, le fait d'avoir pu s'accorder sur un

texte et l'adopter tient du miracle. Les négociations n'ont pas été sans heurts, notamment entre la Chine et les États-Unis, à propos des engagements en matière de changement climatique ou des mesures convenues en faveur d'un avenir commun, entre autres. Le résultat est là: à un moment où la coopération est extrêmement difficile, les États membres ont reconnu qu'il était plus nécessaire que jamais de coopérer. Les rédacteurs de la déclaration ont entendu les préoccupations et les aspirations des citoyens. Le document passe en revue les principaux domaines d'action et propose des solutions politiques à l'urgence climatique, aux tensions géopolitiques croissantes et aux dommages causés par la pandémie, qui renforce les inégalités et fragilise les plus vulnérables. La déclaration contient des prises de position fortes démontrant la nécessité de réformer l'organisation afin d'obtenir de meilleurs résultats. Enfin, elle invite le Secrétaire général à présenter, après de nouvelles consultations avec les parties prenantes gouvernementales et non gouvernementales, des recommandations concrètes pour faire avancer ce programme commun et remédier aux lacunes et aux difficultés en matière de gouvernance.

Le débat en cours à l'ONU rappelle les discussions qui ont eu lieu au sein de l'UE ces dernières, en particulier au PE. Comment rapprocher les institutions internationales des citoyens qu'elles sont censées servir, et les rendre plus accessibles? Comment leur faire comprendre le coût de l'absence d'Europe ou celui de l'absence d'ONU? Sans perdre

de vue les réformes nécessaires pour une action effective, rapide et efficace, ces institutions doivent réfléchir à comment informer le public sur leurs réussites. L'UE et l'ONU partagent le même ADN et les mêmes principes et valeurs universelles. Elles se sont toutes deux engagées à placer les peuples au cœur de leur action. Elles sont toutes deux bien plus que la somme de leurs États membres. Pour l'UE comme pour l'ONU, seuls le courage et la volonté politiques pourront modifier le cours des choses. Au plus fort de la pandémie, pour la première fois dans l'histoire, la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale de l'ONU réunissant les chefs d'État et de gouvernement s'est tenue en ligne. Malgré les circonstances, les participants à la session annuelle de l'institution n'ont jamais été aussi nombreux, preuve que le pouvoir de mobilisation des Nations unies est intact et que, le multilatéralisme est plus nécessaire que jamais. Les enseignements tirés de la pandémie et la sortie de la crise humaine, sanitaire et économique qu'elle a engendrée doivent être envisagés comme une occasion unique d'agir de concert et de démontrer combien leur action peut être complémentaire. Les sondages montrent que les citoyens sont favorables à un engagement accru des Nations unies et qu'ils en attendent beaucoup. Dès que les célébrations seront terminées, l'heure sera à l'action!

Alexandre Gerard Stutzmann

Conseiller principal du président de l'Assemblée générale des Nations unies

UNE BIÉLORUSSIE LIBRE

Le Parlement européen s'est penché à plusieurs reprises sur la situation en Biélorussie. Les résolutions sur la Biélorussie adoptées par le Parlement n'ont eu que peu d'effet, car les autorités biélorusses se sont montrées réticentes à engager un véritable dialogue et à instaurer une coopération. Or la crise qui agite le pays actuellement est beaucoup plus grave. En effet, il ne s'agit pas simplement de nouveaux dérapages ou abus commis par les autorités, ni des réactions politiques que ces comportements auraient pu susciter au sein de la communauté internationale. La situation actuelle se distingue des crises précédentes essentiellement par les proportions et par la durée que prennent les manifestations pacifiques menées par les Biélorusses contre les fraudes qui ont entaché les élections présidentielles d'août 2020. L'ampleur sans précédent des manifestations en Biélorussie est de plus en plus souvent interprétée comme une sorte de «réveil» national, social et politique. Par ailleurs, elle confirme aussi indirectement l'absence de légitimité du pouvoir en place.

Eu égard à l'histoire que la Biélorussie partage avec les États membres limitrophes de l'Union européenne, ainsi qu'à la lutte des sociétés européennes pour la liberté, l'indépendance et la démocratie, il est tout à fait naturel que les Européens apportent leur soutien aux Biélorusses qui exigent l'organisation d'élections libres et équitables. D'un point de vue européen et axiologique, les Biélorusses ont le droit d'élire librement et en toute indépendance leur gouvernement. Tous les manifestants en Biélorussie doivent être salués pour le courage, la détermination, la cohérence et la créativité dont ils font

preuve dans l'exercice de leur droit à la liberté d'expression et de réunion. Il convient de rappeler que les valeurs fondamentales pour l'Europe, telles qu'énoncées dans la charte des droits fondamentaux, à savoir la dignité, la liberté, l'égalité, la solidarité, l'état de droit et les droits civils, en raison de leur caractère universel, sont également des valeurs aux yeux de la Biélorussie et de son peuple.

La Constitution de la Pologne, le plus grand État membre de l'Union voisin de la Biélorussie, fait référence au «respect de la dignité inhérente à l'homme, de son droit à la liberté et de son devoir de solidarité à l'égard d'autrui». L'Union européenne, en tant qu'organisation qui s'inscrit dans une logique normative, renvoie également à ces valeurs. Par conséquent, les États membres, tout comme l'Union, devraient soutenir la lutte des citoyens biélorusses pour leurs droits fondamentaux. Les institutions de l'Union peuvent et doivent encourager les citoyens, les communautés et les organisations européennes à exprimer ce soutien et cette solidarité sous une forme morale et matérielle. Diverses initiatives destinées à aider de manière concrète une Biélorussie et des Biélorusses libres ont été déjà lancées, comme permettre aux étudiants expulsés des universités biélorusses de poursuivre leurs études dans des universités européennes. Toutes les idées visant à soutenir nos voisins qui traversent des moments difficiles sont les bienvenues.

En parallèle, la communauté internationale devrait prendre des mesures diplomatiques pour trouver et mettre en œuvre une solution politique. Certains observateurs estiment que, pour des raisons géopolitiques, la Russie devrait être

associée à l'élaboration d'une solution durable. Par conséquent, il serait judicieux d'essayer d'intervenir auprès de la Russie, qui exerce une influence considérable sur le gouvernement biélorusse et peut effectivement l'inciter à changer de politique. De toute évidence, il ne sera pas aisé de faire en sorte que la Russie adopte une attitude constructive sur cette question, mais compte tenu des intérêts de la Biélorussie, il est de notre devoir de consentir cet effort.

Indépendamment des mesures de soutien et des efforts diplomatiques déployés, la réaction brutale des autorités biélorusses aux manifestations démocratiques ne saurait être tolérée. La violence et la répression contre les manifestants pacifiques doivent être condamnées. Nombre d'institutions et de gouvernements européens demandent, à juste titre, que les personnes arrêtées soient libérées, qu'il soit mis un terme au recours à la violence et à la répression et que les autorités biélorusses entament un véritable dialogue avec la société. Il ne fait aucun doute que l'objectif principal de ces discussions est de mettre en place une situation dans laquelle les résultats des élections traduisent la volonté des électeurs. Les Biélorusses, comme tous les autres peuples, ont le droit à des élections libres et équitables. Une Biélorussie souveraine et démocratique n'est pas le rêve des seuls Biélorusses. Nombreuses sont les personnes de bonne volonté à partager ce rêve. «Vive la Biélorussie!».

Filip Kaczmarek
Pologne, PPE-DE (2004-2014)
Filip.Kaczmarek@ue.poznan.pl

LES RELATIONS ÉCONOMIQUES ENTRE L'UE ET LA CHINE

On entendait autrefois par politique économique « mondiale » le commerce transatlantique. Aujourd'hui, la politique économique mondiale se déploie dans le cadre du triangle Chine-États-Unis-UE.

Dans cette configuration, l'Occident ne présente pas un front uni: il n'existe pas de stratégie coordonnée entre les États-Unis et l'UE, ni d'action commune des États membres de l'UE.

Le sommet virtuel UE-Chine a clairement démontré la nécessité de renforcer l'autonomie et l'indépendance de l'Europe.

La Chine est aujourd'hui une dictature. Certes, le parti au pouvoir se dit encore « communiste », mais il mène en réalité une politique « capitaliste » très efficace. La Chine reste une dictature.

Elle repose sur un système qui fait concurrence à celui des démocraties occidentales.

Nous ne devons pas sacrifier nos valeurs, nos intérêts en matière de sécurité et nos projets d'avenir au profit de gains à court terme, même si le discours qui tend à opposer droits de l'homme et relations économiques est simpliste.

Lorsque nous définissons nos politiques, nous nous efforçons de trouver un équilibre entre nos valeurs, qui restent des principes directeurs, et nos intérêts économiques légitimes.

Il faut avoir conscience du fait qu'en Chine, l'État et l'économie sont étroitement liés. L'État exerce sur la quasi-totalité des processus économiques une influence considérable. Il s'appuie sur une planification et une action à long terme qui s'étendent bien au-delà des cycles quadriennaux qui rythment la vie électorale occidentale. La vie en commun et la société sont aussi perçues de manière très différente. La

société occidentale s'articule autour de l'individu et de ses droits, tandis que la Chine accorde la primauté à la communauté.

Il en découle que les normes applicables en matière de vie privée et de protection des données sont totalement différentes de celles qui prévalent dans les sociétés occidentales. Elles leur sont même diamétralement opposées: en Chine, la cybersurveillance est admise comme allant de soi.

La difficulté réside également dans le fait que notre système décisionnel, basé sur la bonne gouvernance et l'état de droit démocratique, entretient un rapport d'opposition et de concurrence directes avec une dictature.

L'échec du « printemps arabe », imputable à une tentative d'exporter notre modèle de démocratie, devrait nous faire prendre conscience du fait qu'il existe sur d'autres continents des traditions et manières de penser différentes des nôtres.

Ainsi que vient de le constater le Peterson Institute for International Economics à Washington, les investissements chinois ont fortement diminué depuis 2016, et ce tant aux États-Unis que dans l'Union européenne. Les raisons de ce recul ne résident pas tant dans les mesures de protection occidentales que dans le durcissement de la réglementation chinoise sur les sorties de capitaux. À l'inverse, l'industrie allemande des panneaux solaires souhaite depuis longtemps qu'une demande soit introduite auprès de l'OMC en vue d'imposer des sanctions contre la concurrence chinoise. Comme toujours au sein de l'Union, cette position ne fait pas l'unanimité: tous les secteurs économiques n'y sont pas favorables et la Commission européenne doit tenir

compte de l'intérêt général, et non pas uniquement des intérêts allemands.

Cette circonstance ne favorise certainement pas la prise de décisions rapides et fortes.

Au sein de l'Union, le Parlement européen a voté en 2019 un règlement relatif au filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union européenne, qui impose aux États membres d'échanger régulièrement avec la Commission européenne à propos des investissements et des acquisitions effectués sur leur territoire par des pays tiers. Toutefois, le pouvoir d'autoriser ces investissements ou acquisitions appartient toujours aux gouvernements nationaux.

Il est clair que cela n'est qu'un début. Comme le signale Wolfgang Ischinger:

« Les considérations géopolitiques marquent toujours plus fortement de leur empreinte l'économie mondiale. » Cette nouvelle ère de concurrence entre grandes puissances constitue également un défi sur le plan économique. L'Union ne peut échapper à cette évolution.

La Chine représente déjà 15 % du produit intérieur brut mondial au total et cette tendance va en s'accroissant. Le pouvoir économique de la Chine est tel que Jack Ma, le dirigeant d'Alibaba, a proposé que les États-Unis et la Chine conviennent de normes communes pour l'économie mondiale. L'Union semble jouer aux yeux de ce géant commercial un rôle négligeable. Il est temps d'agir!

Godelieve Quisthoudt-Rowohl

Allemagne, PPE-DE (1989-2019)
gqr@quisthoudt.eu

CORONA ET LA FAIM DANS LE MONDE

«Faim zéro d'ici à 2030!». C'est l'un des objectifs de développement des Nations unies depuis 2015. Cet objectif ambitieux qui paraissait alors réaliste est remis en cause par le coronavirus et par le caractère inquiétant de la pandémie.

Plusieurs experts s'interrogent. Est-il plus facile de composer avec la récession économique ou avec les restrictions prises pour protéger les personnes menacées par la maladie? Il est encore trop tôt pour y apporter une réponse définitive. Mais d'ores et déjà, un constat s'impose. Il est aussi dans l'intérêt de l'Union d'aider les pays pauvres à s'affranchir de la faim. Récompensé par le prix Nobel de la paix, le Programme alimentaire mondial va clairement dans le bon sens. Mais la route est encore longue si l'on veut crier victoire à l'horizon 2030.

Les indicateurs montrent une amélioration notable de la situation alimentaire dans le monde depuis 2005, même si les progrès enregistrés ne sont pas les mêmes dans tous les pays. La sous-alimentation touche 690 millions de personnes, 144 millions d'enfants accusent un

retard de croissance imputable à la malnutrition, 47 millions d'enfants souffrent de dénutrition et 5,3 millions d'enfants ne fêtent pas leur cinquième anniversaire. Pour la porte-parole de l'ONG allemande Welthungerhilfe (Aide contre la faim dans le monde), Simone Pott, la «faim est plus gros échec moral et éthique de notre génération». Pour elle, les causes sont évidentes. Et de citer les crises, les conflits, la pauvreté, les inégalités sociales et le manque d'accès aux soins, sans oublier les conséquences du changement climatique, sachant bien évidemment que la pandémie de coronavirus vient aggraver le tout. Nombreux sont ceux qui ont ainsi perdu leur emploi dans le secteur informel ou à la suite de la fermeture des marchés, quand ils n'ont pas été dans l'impossibilité de s'occuper correctement de leurs champs. Les importantes pertes de revenus se traduisent par une réduction inquiétante des importations de denrées alimentaires indispensables au quotidien. Les pays d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud enregistrent les progrès les plus

faibles. Mais tout n'est pas perdu comme le montrent plusieurs exemples encourageants.

Une fois surmontés les guerres civiles et les conflits militaires, l'Angola, l'Éthiopie et la Sierra Leone ont fait des progrès de géant. Le PIB par habitant du Cameroun, qui était de 650 USD en 2000, a plus que doublé pour s'établir à 1 534 USD en 2018. En Asie, le Népal a fait un véritable bond en avant. Des investissements ciblés se sont soldés par une réduction sensible de la pauvreté et l'amélioration du système de santé a par ailleurs permis de réduire considérablement la mortalité infantile. Le Parlement européen peut, et doit, veiller à ce que cette évolution globalement positive s'inscrive dans la durée en aidant prioritairement les pays les plus pauvres et en apportant une réponse aux pertes imputables au coronavirus. Il peut paraître logique de prôner une affectation des moyens mobilisés à cette fin. Mais conditionner, pour ainsi dire exclusivement, l'aide européenne à des objectifs définis peut en limiter l'utilisation, voire carrément l'empêcher, alors que l'urgence de la situation le commande. Une grande cérémonie devrait pouvoir être organisée à Bruxelles en 2020 sous le mot d'ordre «plus de faim dans le monde!»



PLAN DE RELANCE EUROPÉEN ET LIEN AVEC LE PACTE VERT

La pandémie de coronavirus marque en profondeur l'économie et la société. Afin de remédier aux dommages causés, de stimuler la reprise et l'activité économique et de protéger les emplois, la Commission européenne a proposé un plan de relance européen global. Ce faisant, elle entend sortir l'Europe de la crise et ouvrir la voie à une Union moderne et plus durable. Afin d'apporter une réponse efficace à la crise de la COVID-19, la Commission mise sur une série de mesures, dont des soutiens aux investissements, aux secteurs et aux technologies clés, des programmes d'importance stratégique destinés à faire face aux crises de demain ou encore des investissements dans des chaînes de valeur capitales.

D'une manière générale, le plan de relance est une étape essentielle pour l'Union européenne et ses citoyens, car l'Europe doit être en mesure d'agir en cette période difficile. Il importe que l'Union affiche une forte cohésion et, en particulier, que ses États membres se soutiennent mutuellement. Cela étant, le financement du plan de relance constitue aussi un défi de taille. C'est pourquoi, dans sa résolution de juillet, le Parlement européen s'est prononcé à une majorité écrasante en faveur du financement du plan de relance au moyen des

ressources propres de l'Union. En effet, les 750 milliards d'euros, aujourd'hui considérés comme une avancée majeure pour l'Europe, sont nécessaires pour atténuer les conséquences économiques de la crise du coronavirus et poursuivre la lutte contre le changement climatique. Les ressources financières sont effectivement utilisées là où elles peuvent s'avérer les plus efficaces en complétant et en renforçant le travail de base dans les États membres. La crise a montré clairement qu'il est essentiel que l'Union puisse agir rapidement et avec flexibilité afin de permettre une réponse européenne coordonnée. Néanmoins, ces milliards d'euros représentent tout d'abord une dette importante pour la prochaine génération. La question reste donc de savoir comment la prochaine génération, voire les prochaines générations, pourront rembourser ces dettes, car il n'existe pas de plan de remboursement réaliste sans ressources propres de l'Union européenne. Nous ne pouvons nous contenter de transmettre à la jeune génération un endettement considérable: il nous faut aussi investir dans des infrastructures tournées vers l'avenir, notamment dans les domaines de la numérisation et de la lutte contre le changement climatique. Si nous élargissons le système d'échange

de quotas d'émission, par exemple au transport par voie d'eau, au transport routier et au secteur du bâtiment, des fonds seront disponibles pour le remboursement de l'endettement découlant du plan de relance européen. En outre, nous agirions ainsi dans l'intérêt de la jeune génération, car les économies respectueuses du climat seraient avantagées. De cette manière, nos enfants et nos petits-enfants hériteraient d'infrastructures de pointe, respectueuses du climat et durables. La pandémie de COVID-19 ne devrait pas placer au second plan la lutte contre le changement climatique, car elle constitue au contraire un signal clair de l'importance d'agir sérieusement dès aujourd'hui en faveur du climat. En dépit de la crise sanitaire, le changement climatique se poursuit et ne peut être circonscrit que par notre seule génération. En effet, si nous échouons maintenant, le franchissement des points de basculement, tels que la décongélation des permafrosts, empêchera les générations futures d'enrayer la dynamique propre du changement climatique. La question n'est pas de savoir si nous pouvons le faire, mais comment nous allons le faire. Et c'est là que le plan de relance offre une occasion à saisir.



Peter Liese lors de la réunion de la Commission ENVI avec le Directeur du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) ©European Union 2020 - Source : PE

Peter Liese MdPE

Membre de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire
peter.liese-office@europarl.europa.eu

LE CORONAVIRUS ET NOUS

Cela fait des mois que nous vivons, partout dans le monde, une période très singulière. Un petit virus nous a clairement rappelé à quel point nous sommes connectés, interdépendants, et vulnérables. Cela ne fait aucun doute: nous vivons une période d'incertitude. Pourtant, nous avons dû prendre très rapidement des décisions politiques de grande ampleur et au poids moral considérable. C'était à qui protégeait le mieux (ou pas) son pays. Les intérêts nationaux ont pris le dessus. Les fermetures spontanées des frontières font partie des décisions peu glorieuses de cette époque. La Saxe, d'où je viens, partage 600 km de frontière avec la Tchéquie et la Pologne. La suspension des accords de Schengen y a été une expérience douloureuse, synonyme de restrictions pour les navetteurs et les habitants directement concernés. Ils ont plus que jamais pris conscience du fait que dans la région, les peuples s'étaient rapprochés, une situation qui était jusque-là vécue comme positive. Le virus ne reconnaît certes aucunes frontières nationales, mais il est tout à fait maîtrisable à l'échelle régionale. De nombreux États membres en ont tiré les leçons, et c'est tant mieux. Les opinions divergent. «Le

confinement», plutôt que le «laisser-faire», soit la restriction des libertés, est-il préférable à «une vie contre une vie»? La sauvegarde de sa propre vie menace-t-elle les fondamentaux économiques qui permettent la subsistance des autres? Des compromis sont nécessaires.

Je suis heureuse que l'Allemagne ait réussi, jusqu'à présent, à signifier clairement que liberté et sécurité doivent aller de pair pour sauver des vies et l'économie. Ce message n'a pas été entendu de tous. Des «prophètes» auto-proclamés ont prôné des scénarios catastrophe, sans pour autant trouver un véritable écho dans la société. Tant mieux.

“La pandémie a offert à la nature un répit, l'a temporairement épargnée des pressions, de la surexploitation, des injustices et de la cupidité.”

Pourtant, j'aimerais davantage d'actions communes à l'échelle européenne. De la coopération plutôt que de la concurrence. La sécurité passe par la collaboration. À cette fin, la capacité à fonder son action sur la coopération et le multilatéralisme est essentielle. Tout cela s'est traduit par un «plan de relance». Mais ce plan pose la question cruciale de l'utilisation des ressources financières destinées à façonner notre avenir. Une question que nous ne pouvons remettre à plus tard, au vu de la fonte des glaces polaires, des feux de forêt en Californie, de la destruction de la forêt tropicale humide au Brésil et

des tempêtes en France et en Italie. Les restrictions de liberté dues à la pandémie de coronavirus pourraient bien être dérisoires par rapport aux scénarios d'avenir résultant de la crise climatique. La pandémie a offert à la nature un répit, l'a temporairement épargnée des pressions, de la surexploitation, des injustices et de la cupidité. Allons-nous aussitôt revenir au «business as usual», à la vie «normale»? C'est maintenant que nous devons décider si nous voulons un avenir durable, stable, sûr, socialement équitable, qui vaille la peine d'être vécu. Parviendrons-nous, au moins au sein de l'Union européenne, à réformer l'économie grâce à une véritable transition écologique? À mettre fin à une production non respectueuse de l'environnement, à la surexploitation des ressources naturelles, à l'injustice mondiale et à l'inégalité des chances due au fossé toujours plus grand entre les riches et les pauvres? L'Europe pourrait et peut être un précurseur. Au vu de la situation géopolitique actuelle, et en particulier des réactions imprévisibles de l'actuel président américain et de la politique sclérosée des autocrates chinois, il est déterminant qu'elle s'y emploie. Bien sûr, l'Union européenne ne peut surmonter à elle seule les défis des crises actuelles et à venir. Mais si nous n'essayons pas, qui le fera? Que nous le voulions ou non, c'est à nous de défendre notre démocratie libérale et notre survie écologique. Nous le devons bien à nos enfants et petits-enfants.

Gisela Kallenbach
 Allemagne, Verts/ALE (2004-2009)
 gisela_kallenbach@yahoo.com



© Photo par marjanblan sur Unsplash

ESPACE EUROPÉEN DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

A l'heure de la vague digitale et de la globalisation de nos économies, les compétences sont au cœur de la compétitivité des entreprises. Les tâches répétitives ont d'ores et déjà trouvé des solutions d'automatisation et de robotisation. L'intelligence artificielle transforme en profondeur les métiers: certains disparaissent quand d'autres naissent sans que nous sachions chiffrer aujourd'hui le solde de ces mutations. Les technologies avancées se diffusent à grande vitesse et en tout point du globe qui transforment le travail. Dans ce contexte, la compétition économique entre les régions du monde, entre les Etats et les entreprises se joue plus que jamais sur le terrain des ressources humaines et des talents.

La valeur pédagogique de l'alternance où l'expérience en entreprise fait partie intégrante de la formation a depuis longtemps fait ses preuves. En apprentissage, les jeunes ne se forment pas seulement à un métier, c'est l'exercice même du métier qui les forme. Les pays d'Europe qui ont misé sur l'apprentissage enregistrent les meilleurs scores d'employabilité de leur jeunesse. Dans cette veine, internationaliser l'apprentissage, c'est donner des raisons aux jeunes de choisir cette voie en la dotant des atouts de l'excellence dont la maîtrise d'une langue étrangère. Des apprentis dotés d'une expérience de plusieurs mois dans un autre pays sauront évoluer avec assurance dans leur vie professionnelle.

En 2015, forts de cette conviction, avec dix collègues députés, nous avons initié au sein du Parlement européen un projet pilote pour tester l'intégration de mobilités longues (au moins trois mois, idéalement six) à l'étranger dans la formation

des apprentis. De 2016 à 2019, 80 centres de formation professionnelle répartis dans 18 Etats membres ont participé à cette expérimentation. La Commission européenne nous a apporté un concours efficace en fléchant 400 millions en faveur d'un ErasmusPro. Les quelques centaines d'apprentis ayant osé cette immersion ont témoigné de leur satisfaction et reconnu que le couplage apprentissage et mobilité internationale met la formation professionnelle sur le chemin de l'excellence. Si les pionniers ont été si peu nombreux c'est que les freins et les obstacles sont encore dirimants. Nous les avons identifiés et évalués, ils sont juridiques, financiers, académiques, linguistiques, psychologiques. Depuis le début de l'année, s'y ajoute une contrainte sanitaire. Les protocoles de lutte contre la pandémie de la COVID-19, ne peuvent être sous-estimés, d'autant que l'Union européenne n'a pas été capable de définir des principes communs. Ils compliquent la mise en œuvre de la mobilité sans la rendre impraticable. En attendant le vaccin salubre, nous devons apprendre à vivre avec le coronavirus. Ce qui est vital pour notre activité économique l'est aussi pour l'enseignement et la formation professionnelle. Il n'est donc pas question d'attendre des jours meilleurs pour promouvoir la mobilité des apprentis et des stagiaires de la formation professionnelle. L'apprentissage des gestes barrière permet d'affronter les risques. Ayant pris congé du Parlement européen, j'ai créé une fondation «Euro App Mobility» dont l'objet est de déployer la mobilité expérimentée pendant la précédente législature. Nous sommes à l'écoute et au service des acteurs de la formation



©Parlement européen

professionnelle. Nos actions doivent se développer tout à la fois auprès des établissements de formation, des entreprises et des pouvoirs publics nationaux. Qu'il s'agisse des législations, des modalités de reconnaissance des acquis de la mobilité lors de la délivrance des diplômes, du contenu des enseignements, de la réciprocité des échanges, les lignes doivent évoluer vers une plus grande convergence. Pour faciliter les appariements, nous ouvrons une plate-forme d'offres et de demandes de mobilité. A l'appui, les jumelages de centres de formation implantés dans des pays différents sont à encourager. L'Union dispose d'instruments et de crédits: programme Erasmus+, Fonds de Développement Régional, Fonds Social Européen. Les bénéficiaires potentiels ont besoin d'être éclairés et aidés pour mieux connaître les règles et se les approprier.

Le marché unique appelle à la mobilité et à l'échange des bonnes pratiques. Notre ambition est de susciter l'avènement de l'Espace européen de la formation professionnelle, avec pour corolaire le «statut européen de l'apprentissage».

Jean Arthuis
France, ALDE (2014-2019)
j.arthuis@wanadoo.fr

AIMEZ-VOUS LE POISSON?

(Texte librement adapté de l'œuvre de Françoise Sagan, écrivaine [1935-2004])

La consommation mondiale de poisson n'a cessé de progresser ces dernières années (selon les données de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture). Jamais encore on n'avait mangé de telles quantités de poisson dans le monde. Par ailleurs, le nombre de personnes vivant de la pêche, soit 10 à 12 % de la population mondiale, est plus élevé que jamais. L'accroissement de la population mondiale, la progression relative des revenus, mais également l'amélioration des canaux de distribution stimulent la demande de poisson.

Chaque année, 80 millions de tonnes de poisson sont pêchées. La production issue de l'aquaculture a atteint un niveau de plus 90 millions de tonnes. Le Fonds mondial pour la protection de la nature (WWF) a pour objectif, la protection de l'environnement, et des mers, l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, la préservation du poisson, source d'alimentation saine et fortifiante, ainsi que le maintien de l'emploi.

Le poisson certifié biologique portant le label MSC («Marine Stewardship Council») est le produit d'une pêche responsable reposant sur un objectif de rendement maximal durable (pêche durable); il est au fondement de la PCP, la politique commune de la pêche.¹

Comme l'indique Virginijus Sinkevičius, commissaire à l'environnement, aux océans et à la pêche, sur la stratégie en faveur de la biodiversité:

le secteur de la pêche a toujours été confronté à des difficultés, mais celles-ci ont été exacerbées par les effets de la pandémie de coronavirus.

1. Commission européenne: orientations pour 2021.

Nous avons soutenu le secteur dans l'ensemble de l'Union. Et la pêche durable fait partie intégrante du projet de pacte vert pour l'Europe – elle en est même un élément indispensable. C'est ce que confirme Michael Ditzer (MD), poissonnier et président de l'association «Fischwirtschaftliche Vereinigung Cuxhaven e.V.».

Moi (BL): Le coronavirus a provoqué de réels bouleversements chez nous.

MD: Oui, certaines branches, comme le commerce de détail de poisson, sont même épargnées par la pandémie. L'offre de poisson frais en magasin était plus importante et avantageuse du point de vue du prix et de la qualité en l'absence de concurrence européenne.

BL: C'est une aubaine pour le client particulier.

MD: Mais, le commerce de gros accuse des pertes, dont les effets se feront sentir. Les livraisons aux distributeurs se sont interrompues. Des chaînes de distribution établies se sont rompues sans préavis. Le commerce mondial est pratiquement à l'arrêt.

Dans le cadre de mon activité de poissonnier, j'approvisionne les restaurants, les cantines, les jardins d'enfants et les hôtels. Dans ce domaine, je ne pense pas que nous reviendrons de sitôt au niveau d'activité qui était le nôtre avant la pandémie de coronavirus. La fermeture de ces établissements, y compris de mon propre restaurant, menace mon existence.

Et l'ouverture des commerces dans des conditions nouvelles, après des semaines de fermeture, représente un nouveau départ, avec toutes les difficultés que cela comporte. Nous ne pouvons pas non plus compter sur les grands événements

annuels, comme le salon Seafood à Bruxelles, qui a été reporté à 2021. Ces salons revêtent une importance sur le plan économique, pour les PME de produits de la mer qui, établissent dans ce cadre des contacts directs avec les clients.

BL: Comment voyez-vous l'avenir?

MD: Mes collaborateurs et moi-même entendons prendre à bras-le-corps ces difficultés. Je suis un entrepreneur dans l'âme.

Nous nous concentrons sur un autre pilier de notre activité: notre boutique en ligne, dont le rôle s'est renforcé avec le coronavirus.

BL: L'avenir?

MD: L'incertitude liée à la situation est omniprésente et conduit à de nombreuses restrictions dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement.

Il s'agit d'un problème européen, que le Brexit viendra aggraver en fin d'année. En tant que représentants de la filière de la pêche et commerçants, mais aussi consommateurs, nous misons sur une prise de conscience et sur la force de conviction de nos dirigeants politiques, pour qu'ils assurent la survie de notre secteur. Faute de mécanismes fonctionnels, celui-ci, peu subventionné, connaîtra un net déclin.

Beaucoup de nos projets sont au point mort ou ont dû être interrompus. Le chemin à parcourir est semé d'embûches. Nous faisons confiance à l'Union européenne.

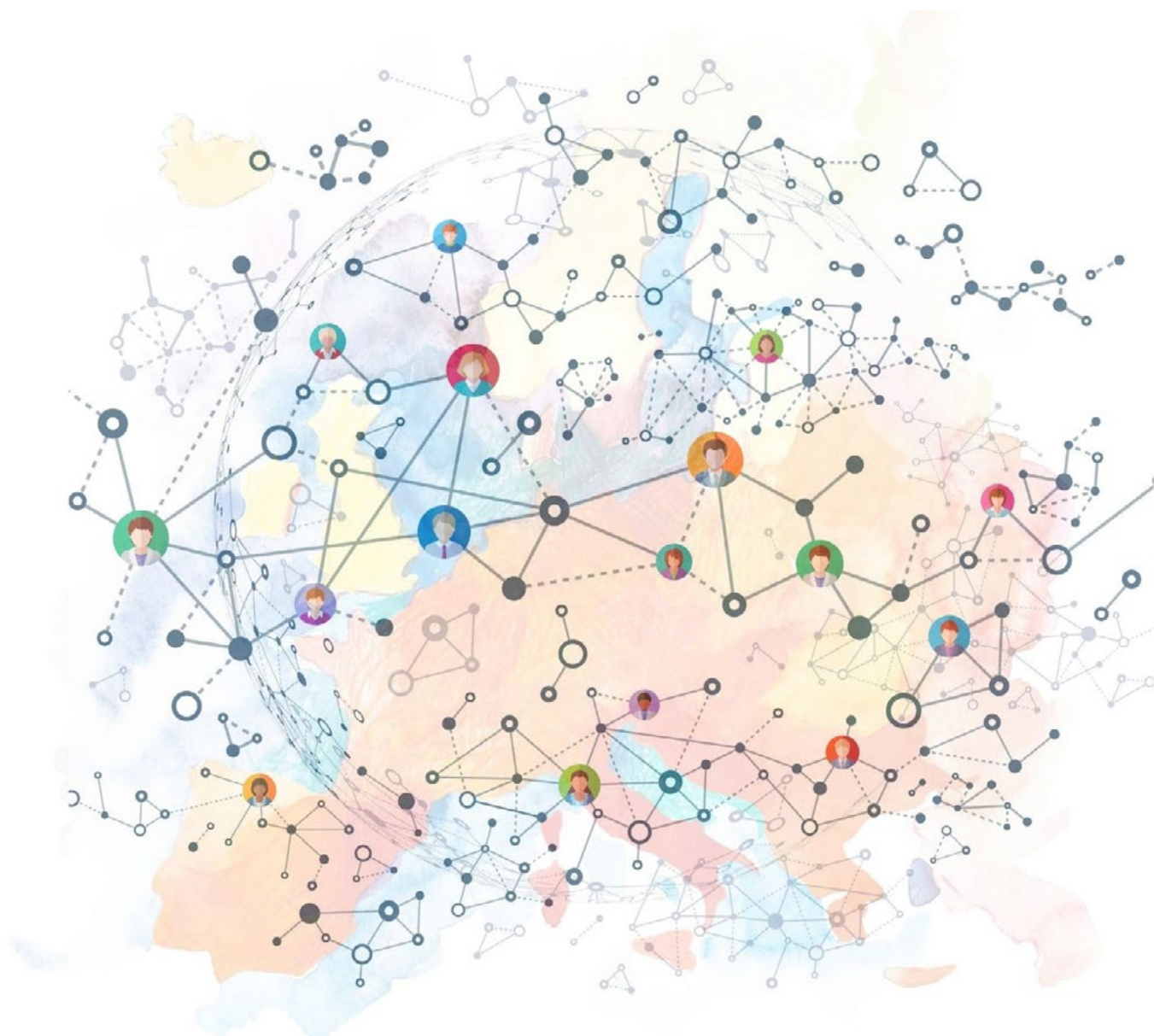
Brigitte Langenhagen
Allemagne, PPE-DE (1990-2004)
brigitte-langenhagen-cux@t-online.de

ACTIVITÉS DE L'AAD EN LIGNE



European Parliament
FORMER MEMBERS
ASSOCIATION

En ce temps de Covid-19, nous nous adaptons et innovons pour maintenir l'engagement et la sécurité de nos membres



VISITE D'ÉTUDE VIRTUELLE

L'AAD, LA PSDC ET LE BREXIT

Le voyage d'étude virtuel de l'Association des anciens députés en Macédoine du Nord constituait pour moi une expérience inédite. En cette période de pandémie, j'avais certes déjà participé à des conférences «en ligne», mais jamais à un voyage d'études virtuel proposant un programme complet avec visite de musée.

Nos interlocuteurs nous parlaient depuis Skopje. Hans-Gert Pöttering, le chef de la délégation, se trouvait à Bruxelles. Les autres participants, dont plusieurs Britanniques, étaient en télétravail aux quatre coins de l'Europe. Contrairement aux visites de délégations physiques, il n'était nullement besoin de se déplacer entre les différents ministères, ce qui a permis d'enchaîner les nombreux entretiens. Nous avons notamment pu nous entretenir avec le président Stevo Pendarovski, le ministre des Affaires étrangères Bujar Osmani, ainsi qu'avec d'autres représentants du parlement et de la société civile. Nous avons également participé à une discussion avec des étudiants de l'université de Skopje.

La question de la période post-Brexit figurait en bonne place parmi les sujets abordés. Il se trouve que le président Pendarovski a consacré une thèse de doctorat à la politique de sécurité et de défense commune, ce qui a suscité beaucoup d'intérêt. J'ai moi-même publié un ouvrage sur le sujet, avec une contribution de Hans-Gert Pöttering. Il s'est ensuivi un débat sur l'Union européenne de la défense et le Brexit, sujet particulièrement actuel. Les lignes qui suivent rapportent ma contribution à ce débat.

Jusqu'à présent, le Royaume-Uni est surtout apparu comme un frein au projet d'une politique européenne de

sécurité et de défense autonome. Lors des travaux de la sous-commission de la sécurité et de la défense du Parlement européen, mise en place en 2004, mon collègue Geoffrey van Orden, député du parti conservateur britannique chargé des questions de sécurité a toujours soutenu que la mise en place d'une politique de sécurité et de défense commune était une mauvaise idée, et qu'elle engendrerait des chevauchements inutiles. L'opposition du Royaume-Uni a été particulièrement sensible lors la mise en place de l'Agence européenne de défense, visant à coordonner l'action des États membres sur les questions d'armement et de recherche en matière de défense.

Avec le départ des Britanniques, on pourrait s'attendre à ce qu'un obstacle majeur au développement d'une politique de sécurité et de défense commune soit levé. Pourtant, à ce jour, rien de tel n'a été observé.

Si l'on évalue correctement les priorités actuelles et la situation de l'Union, il apparaît clairement qu'en matière de défense, il n'est possible d'avancer qu'à petits pas.

Dans cette perspective, il serait envisageable de poursuivre le développement de l'Agence européenne de défense, fondée en 2004, afin d'encourager la passation conjointe de marchés et la recherche commune en matière de défense. Le président Trump exerce actuellement de fortes pressions sur les membres de l'OTAN pour qu'ils augmentent leurs dépenses consacrées à la défense. J'y vois le risque de nombreux chevauchements – non pas entre l'OTAN et l'Union, mais entre les 27 États membres –, si chacun agit sans concertation avec ses voisins européens. L'Agence doit contribuer

à la création d'un marché unique européen en matière de défense, et permettre un usage raisonné des crédits du Fonds européen de la défense récemment mis en place. Pour permettre à l'Agence européenne de défense de jouer pleinement ce rôle, il est nécessaire de renforcer ses moyens. Lors de la discussion sur le Brexit, des voix de Grande-Bretagne ont fait part d'un intérêt soudain pour l'idée de s'associer à l'Agence européenne de défense. Cette position va pourtant à l'encontre du fait que le Royaume-Uni, fidèle à la tradition de sa politique extérieure, n'aura jamais intérêt à ce qu'émerge un consensus viable en Europe continentale.

Nigel Farage, l'un des artisans du Brexit, a formulé cet objectif avec une belle sincérité: «Après le Brexit, a-t-il déclaré lors d'une discussion avec Michel Barnier, il n'y aura plus d'Union européenne». Ce franc-parler diffère certes du discours tenu actuellement par Boris Johnson, mais il résume bien l'essence même de la politique étrangère britannique depuis quatre siècles: les intérêts du Royaume-Uni perdurent mais pas ses alliés.

L'AED et les autres institutions de la PESD n'ont de sens qu'en tant qu'instruments d'une politique étrangère et de sécurité globale pour l'Union européenne. Après le Brexit, l'Union se fait désormais à 27. Il ne sera dès lors plus possible ni souhaitable d'accorder au Royaume-Uni un statut d'exception dans les organes de décision de la politique de sécurité et de défense commune.

Karl von Wogau
Allemagne, PPE-DE (1979-2004)
kwogau@aol.com

EN MACÉDOINE DU NORD

LA MACÉDOINE DU NORD AU CŒUR DES BALKANS

Après un différend long de trente ans, l'ancienne République yougoslave de Macédoine et la Grèce ont conclu l'accord de Prespa, qui consacre le nom de «Macédoine du Nord». Telle était la dernière condition préalable à l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union. Récemment, toutefois, la Bulgarie a bloqué la Macédoine du Nord car elle conteste l'existence d'une langue macédonienne et refuse de reconnaître la minorité macédonienne en Bulgarie. C'est pour cela que l'AAD avait prévu une délégation en Macédoine du Nord, qui, en raison de la COVID-19, a été la première délégation virtuelle de l'AAD. La réunion s'est déroulée sans qu'il y ait de problèmes de communication. Les plus hauts représentants politiques de la Macédoine du Nord ont exposé les défis qui se posent et ont fait part d'une volonté forte et d'un engagement national en faveur de l'adhésion à l'Union.

Une perspective historique permet de mieux comprendre la situation peu enviable que connaît ce jeune pays situé au cœur des Balkans. Avant la Première Guerre mondiale, le territoire a appartenu à la Bulgarie pendant des décennies. C'est après la guerre qu'a été fondé le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (ou Royaume SHS), qui incluait la Macédoine. Mais

celle-ci était divisée entre le Royaume en question et la Grèce. À l'époque déjà, Belgrade (qui allait devenir la capitale de Yougoslavie) interdisait l'utilisation du nom «Macédoine» et de la langue macédonienne. Après la Seconde Guerre mondiale et la constitution de la République fédérale de Yougoslavie, la Macédoine est devenue l'une des six républiques et le macédonien est devenu sa langue officielle en 1952. Nous qui faisons partie de la génération de Slovènes nés après la guerre, nous pouvons comprendre et parler les langues des autres anciennes républiques de Yougoslavie, à l'exception de la langue macédonienne, qui a toujours été différente et, en grande partie, incompréhensible pour nous.

Les républiques ont noué une coopération économique entre elles, selon un système d'autogestion dirigé par le parti communiste depuis Belgrade. Dans les processus d'indépendance de 1991, la Macédoine a été la seule république à obtenir son indépendance sans guerre, mais pendant trois décennies, elle est demeurée un petit pays doté d'une puissance militaire modeste et d'un PIB relativement faible, et coincé entre des pays liés historiquement. Les pressions exercées sur ce territoire ont plusieurs origines. La Serbie avec ses aspirations historiques de «Grande Serbie», qui ont largement contribué à l'éclatement de la Yougoslavie; la Grèce, avec une histoire qui s'échelonne sur deux millénaires et Alexandre Le Grand, qui a étendu son empire de la Macédoine jusqu'aux frontières de l'Inde; et la Bulgarie qui, historiquement parlant, a abrité la Macédoine sur son territoire pendant quarante ans. Puis, il faut aussi tenir compte des craintes des Macédoniens d'être «submergés» par

les Albanais.

La Macédoine du Nord est de nouveau tiraillée par des divisions au cœur des Balkans, et elle est également affectée par des désaccords, notamment entre la Serbie et le Kosovo, ou entre la Grèce et Chypre. Toutefois, sa stratégie consiste à rechercher des solutions pacifiques par la voie diplomatique. La Macédoine du Nord fait remarquer que, bien que la Grèce ait fait obstacle à sa candidature d'adhésion à l'Union, aucun incident n'a été à déplorer.

La Slovénie et la Macédoine du Nord ont toujours entretenu de bonnes relations politiques et économiques, et c'est toujours le cas aujourd'hui. Stevo Pendarovski, président de Macédoine du Nord, a déclaré que la Slovénie et la Croatie étaient les exemples à suivre sur la voie de l'adhésion.

La Macédoine du Nord est un pays exportateur de vin de qualité, de légumes et de fruits. La coopération économique dans la région se déroule indépendamment des obstacles individuels et des conflits politiques. Le patrimoine culturel et naturel ainsi que l'hospitalité des habitants méritent le détour. Cette expérience au cœur des Balkans est inoubliable. L'intégration à l'Union peut apporter à la Macédoine du Nord entre autres la liberté de circulation, que ceux qui ont connu le Rideau de fer ne manqueront pas d'apprécier.



S.E. M. Stevo Pendarovski, Président de la Macédoine du Nord, pendant la réunion virtuelle

Zofija Mazej Kukovič
Slovénie, PPE-DE (2011-2014)
zofija.mazejkukovic@gmail.com

LE BUDGET DE L'ADHÉSION À L'UE EN MACÉDOINE DU NORD

«L'histoire de notre pays est riche, trop riche. Ce qu'il nous faudrait, c'est un peu plus d'avenir», a affirmé Nicola Divitrov, vice-Premier ministre chargé des affaires européennes, lors d'une visite d'étude virtuelle de l'Association des anciens députés au Parlement européen en Macédoine du Nord. Je l'avais déjà entendu tenir ces propos à Skopje, lors d'une réunion de la commission parlementaire mixte avec le gouvernement de l'ancienne République yougoslave de Macédoine. Ces deux phrases résument parfaitement la dynamique politique de la Macédoine du Nord et de son long parcours pour adhérer à l'Union européenne.

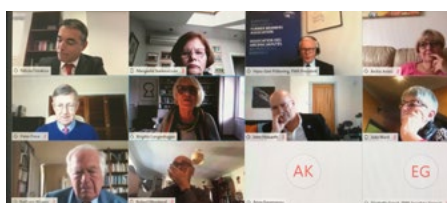
Un accord ambitieux et politiquement courageux entre l'ex-Premier ministre grec Alexis Tsipras et son homologue de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, Zoran Zaev, a dressé un plan pour lever progressivement les obstacles de longue date aux négociations d'adhésion. Contre toute attente, l'accord de Prespa a été ratifié et la constitution de l'ancienne République yougoslave de Macédoine a été dûment amendée pour renommer le pays «Macédoine du Nord». Ce qui a ouvert la voie à une amélioration des relations avec la Bulgarie et à l'adhésion à l'OTAN le 27 mars. Les efforts consentis pour surmonter ces épineux obstacles politiques méritent une récompense.

Néanmoins, le chemin de l'adhésion à l'Union européenne est encore long. Des changements radicaux des normes de la gouvernance, de l'économie et de l'état de droit sont nécessaires pour que cette adhésion devienne réalité et le calendrier s'étale non pas sur plusieurs mois, mais sur plusieurs années. Le défi, pour l'Union européenne et la Macédoine du Nord, est de garantir des avancées concrètes et durables. D'après les sondages actuels, 83 % des habitants sont favorables à l'adhésion à l'Union européenne, mais un manque de progrès pourrait miner le soutien et l'enthousiasme de la population. Tant que la suppression des obstacles à toute avancée relevait uniquement du bon vouloir des Balkans occidentaux, l'Union européenne avait de bonnes excuses. Maintenant, elle doit faire preuve de volonté politique et concrétiser sa stratégie pour les Balkans occidentaux.

Le budget de l'Union européenne sera un instrument important pour garantir l'avancée du processus d'adhésion rendre ses avantages plus concrets. La priorité du gouvernement de la Macédoine du Nord est l'amélioration des infrastructures. Peu de routes mènent aux capitales des pays voisins, et elles sont souvent tortueuses. De meilleures liaisons avec les capitales et principaux centres urbains des pays voisins, Tirana, Sofia et Thessalonique, sont les moteurs les plus évidents, en matière de performance économique, d'une utilisation efficace des fonds d'adhésion européens.

La deuxième priorité est l'infrastructure numérique. En Macédoine du Nord, les dirigeants ont adopté une approche des technologies qui s'appuie largement sur l'expérience de l'Estonie et d'autres petits États

membres de l'Union européenne. L'Union européenne aurait de bonnes raisons d'apporter un financement d'adhésion direct pour encourager cette stratégie. La Macédoine du Nord peut devenir une économie numérique performante, mais pour ce faire, elle doit réaliser d'importants progrès en matière de cybersécurité. Il va de soi qu'il est de l'intérêt de l'Union d'aider un potentiel État membre à développer une infrastructure numérique sûre. La troisième priorité doit être l'investissement dans la culture et l'éducation, grâce à une nette augmentation des financements liés à des programmes tels que le programme Erasmus+, mais aussi Horizon et Europe créative. Les investissements numériques et la création de possibilités pour les jeunes citoyens opèrent en réelle synergie pour susciter l'enthousiasme de ces derniers pour l'Union européenne, qui leur offre des perspectives d'avenir. La réalisation de progrès économiques et sociaux concrets en Macédoine du Nord et en Albanie grâce aux fonds européens de pré-adhésion non seulement est importante pour les habitants du pays, mais elle envoie aussi un message clair aux autres pays des Balkans occidentaux qui aspirent à adhérer à l'Union européenne: si vous réalisez les changements nécessaires, vous obtiendrez de réelles avancées. La Macédoine du Nord a parcouru un long chemin depuis l'accord de Prespa. Maintenant, il lui faut des investissements pour arriver jusqu'à Bruxelles.



Un moment de la réunion virtuelle avec S.E. M. Nikola Dimitrov, vice-premier ministre pour les affaires européennes

John Howarth
Royaume-Uni, S&D (2017-2020)
john@pwbpolicy.com

LA SITUATION DE L'ÉTAT DE DROIT EN MACÉDOINE DU NORD

Pendant près de dix ans, entre 2006 et 2016, la démocratie en Macédoine du Nord a été gravement menacée. Durant cette période, le système judiciaire, le ministère public, la police et les médias étaient sous le contrôle de l'ancien gouvernement, du parti VMRO-DPMNE au pouvoir, et de l'ex-Premier ministre Nikola Gruevski. Après le scandale des écoutes téléphoniques en 2015 et la divulgation de conversations enregistrées, la Commission européenne a qualifié, en 2016, le pays de lieu de «capture de l'État et des institutions». Les principales caractéristiques de cette capture de l'État de droit et du système judiciaire étaient les relations de clientélisme entre la justice et les élites politiques, la manipulation du système informatique de gestion des affaires juridiques, le maintien de l'impunité absolue des hommes politiques dans un contexte de corruption politique accrue, le recours abusif à l'amnistie, le fait que les procureurs n'étaient pas réellement tenus de rendre des comptes, les pressions politiques exercées sur la police dans les premières phases des procédures pénales, le détournement des institutions et l'absence de réformes claires et durables du système judiciaire, du ministère public, de la police et des services secrets. Aujourd'hui, bien que l'Organisation révolutionnaire macédonienne intérieure - Parti démocratique pour l'unité nationale macédonienne (VMRO-DPMNE) ne soit plus au pouvoir et que son chef, l'ex-Premier ministre Nikola Gruevski, ait été accueilli, dans son exil, par la Hongrie de Viktor Orbán, il reste des traces de cette «capture de l'État» dans le système judiciaire, le ministère public et la police. Nous



Fani Karanfilova-Panovska pendant son intervention lors de la visite d'étude virtuelle

devons déterminer l'étendue de cette capture pour comprendre les faiblesses institutionnelles existantes, mais aussi pour élaborer des stratégies de détection rapide, de prévention et de sanction de ces abus.

Les progrès réalisés au cours des quatre dernières années en matière d'état de droit et de justice sont très bien décrits dans le rapport 2019 de la Commission européenne sur le pays et dans son rapport actualisé sur les progrès accomplis par la Macédoine du Nord dans la poursuite des réformes, publié en mars 2020. La recommandation de la Commission européenne d'ouvrir des négociations d'adhésion a été suivie d'une décision du Conseil de l'Union européenne en juin 2020, qui prévoit une première conférence intergouvernementale entre l'Union européenne et la Macédoine du Nord avant la fin de l'année.

À ce stade, je voudrais réitérer l'appel de la société civile selon lequel les pourparlers d'adhésion doivent commencer dès que possible. Afin de ne pas revenir sur les engagements et les progrès réalisés en matière de réforme et de modernisation de la société dans son ensemble, le gouvernement devrait notamment réaliser une évaluation complète des causes de la «capture de l'État» et

renforcer les capacités de la justice, du ministère public et de la police à lutter, en amont, contre la corruption. Il faudrait mettre fin à l'influence politique. Le parlement devrait nommer des non-professionnels au Conseil judiciaire. Il faudrait une mise en œuvre intégrale, en temps voulu, des procédures de demande d'application de la loi faisant suite à des décisions de la Cour européenne des droits de l'homme. Les organismes concernés devraient quant à eux obligatoirement réaliser, en temps voulu, des audits sur l'utilisation du système informatique de gestion des affaires juridiques. Les modifications récentes de la méthodologie des négociations d'adhésion devraient conférer à l'Union européenne une plus grande marge de manœuvre en cas de recul significatif de l'état de droit dans le pays candidat. L'Union européenne doit donc continuer de faire preuve de volonté politique afin de rendre le futur processus de négociation avec la Macédoine du Nord plus prévisible, évolutif et crédible.

Fani Karanfilova-Panovska
Directrice exécutive
Fondation «Open Society-
Macedonia»

MACÉDOINE DU NORD: BIENS CULTURELS ET ...

La Macédoine du Nord, creuset ethnique au cœur des Balkans, jouit d'un patrimoine artistique, historique et culturel incomparable.

Réputée pour ces célèbres sites religieux, notamment ses églises et ses monastères construits entre le XI^e et le XVI^e siècle, elle conserve en son sein d'incroyables fresques et icônes byzantines, des chefs d'œuvre d'un grand raffinement représentatifs de l'école macédonienne de peinture ecclésiastique.

Des perspectives baroques et des vestiges ottomans de Skopje en passant par les canyons et lieux de culte orthodoxes, comme le monastère Saint-Jean Bigorski, la cathédrale Saint-Clément d'Ohrid et l'Église Saint-Panteleimon, nous arrivons aux lacs couleur bleu turquoise du sud du pays. Le célèbre lac Ohrid est un lieu magique, hameau paisible abritant de nombreuses espèces endémiques de la faune et de la flore. Ohrid est l'une des plus anciennes villes d'Europe, ancienne capitale de l'Empire bulgare, et une merveille historique et culturelle inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO en 1979. Elle doit son surnom

de «Jérusalem des Balkans» au fait qu'on pouvait autrefois y trouver 365 églises orthodoxes. Aujourd'hui, ces églises abritent de remarquables témoignages de l'art et de l'architecture byzantine qui doivent être sauvegardés et valorisés lors de la construction de nouveaux bâtiments, notamment en mettant en œuvre des mesures de restauration ciblées pour les édifices historiques.

La cathédrale orthodoxe des saints Cyrille et Méthode, copatrons de l'Europe, se trouve à Tetovo.

Dans la capitale, reconstruite après le terrible tremblement de terre de 1963, vous pouvez admirer le vieux bazar, le plus grand des Balkans, à côté duquel se trouvent le marché et les principales mosquées, notamment celle de Mustafa Pacha, ainsi que la galerie nationale de Macédoine: un ancien hammam transformé en musée en 1948. La maison-mémorial Mère Teresa a une valeur à la fois historique et spirituelle. Elle se situe sur les ruines de l'Église du Sacré cœur de Jésus, où Mère Teresa, prix Nobel de la paix en 1979, a été baptisée et venait souvent prier. La Macédoine du Nord est riche

d'un grand patrimoine artistique, architectural et musical si bien que de célèbres festivals s'y déroulent et accueillent spectacles, musique, théâtre et cinéma. Le Giffoni Macedonia Youth Film Festival a justement récemment eu lieu: un point de rencontre intergénérationnel qui, depuis Skopje, a réuni les passionnées, la culture et les idées, en misant également sur Internet. Il faut se souvenir que les conflits de la fin de l'année dernière dans les Balkans ont malheureusement été caractérisés par la brutalité de la destruction de nombreux biens culturels. Ces derniers ont fait l'objet d'un nettoyage ethnique, dans une volonté de détruire des symboles d'un patrimoine synonyme de l'identité profonde d'un peuple. Dans ce pays où l'identité religieuse coïncide avec l'identité ethnique, la cohabitation est aujourd'hui paisible entre musulmans et orthodoxes, églises et mosquées. L'Église orthodoxe macédonienne (64,8 %) est majoritairement suivie par les Slavo-Macédoniens; l'Islam (33,3 %) est pratiqué en majorité par la population albanaise et les minorités torbèches et turques. L'Église catholique (0,72 %) est fréquentée par les Albanais et compte une dizaine de paroisses, tandis que 1,5 % de la population fait partie d'autres cultes non précisés (Aroumains, Roms).

Cette mosaïque de cultures, d'ethnies et de religions, où l'on parle principalement le macédonien et l'albanais, est enclavée entre la Serbie, l'Albanie, la Grèce et la Bulgarie. Les rapports houleux de la Macédoine du Nord avec ses pays voisins ont été l'un des facteurs



Un moment de la rencontre avec le Président de l'Assemblée de la République de Macédoine du Nord, (la Sobranie), S.E. M. Talat Xhaferi

... INFRASTRUCTURES SUR LA VOIE DE L'UE

l'ayant freinée dans son envol, avec son manque de ressources et la faiblesse de ses infrastructures. Le sujet de l'héritage historique et culturel est aujourd'hui à nouveau évoqué par Sofia alors que ces querelles semblaient avoir été surmontées il y a trois ans, lors de la signature d'un traité d'amitié entre les deux pays. La Bulgarie considère la langue macédonienne comme étant un dialecte bulgare et affirme que Goce Delcev, héros national macédonien, serait en réalité d'ethnicité bulgare.

En 2019, le pays a résolu son différend avec la Grèce en convenant d'adopter le nom de «Macédoine du Nord» puis il a intégré l'OTAN en mars, dans l'espoir de pouvoir faire partie de l'Union européenne en 2025.

Le processus d'élargissement de l'Union aux Balkans a été fortement ralenti par les crises de la COVID-19 et du Brexit. Dans sa communication d'octobre intitulée «Renforcer le processus d'adhésion – Une perspective européenne crédible pour les Balkans occidentaux», la Commission valorise les progrès majeurs accomplis dans chaque pays: de l'état de droit à la culture judiciaire, en passant par la lutte anticorruption à la liberté d'expression et au pluralisme des médias. Josep Borell, haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-président de la Commission européenne, a déclaré à ce sujet: «Les citoyens des Balkans occidentaux font partie de l'Europe et nous avons un intérêt commun à aider ces six partenaires à progresser sur la voie de l'adhésion

à l'UE. Avec le plan économique et d'investissement, nous soutenons notre évaluation du paquet "Élargissement" par des mesures qui apportent un soutien profond et fort à la relance économique et aux réformes - pour une région des Balkans occidentaux moderne, plus verte et plus prospère, offrant des services plus performants à ses citoyens sur la voie de l'Union.» Il a continué en indiquant qu'il y aurait une «évaluation rigoureuse» de la transposition de l'acquis communautaire. Olivier Várhelyi, commissaire au voisinage et à l'élargissement, a lui insisté sur la nécessité d'une évaluation «rigoureuse, mais équitable», confirmant les progrès effectués dans les réformes par la Macédoine du Nord, qui a obtenu en mars dernier l'ouverture des négociations tant espérée, et se prépare désormais aux premières conférences intergouvernementales. La situation géographique de la Macédoine du Nord, située au centre de la péninsule balkanique, a contribué dans une large mesure au développement des réseaux de transport et surtout du réseau routier, qui comprend les deux corridors de transport paneuropéen qui se croisent au sein du pays: le corridor VIII est-ouest et le corridor X nord-sud.

Le pays, partenaire stratégique de l'Union dans les domaines de l'immigration et du terrorisme, n'est que moyennement préparé dans le secteur des transports. Un plus fort engagement politique est encore nécessaire afin de réaliser les réformes sectorielles requises, de renforcer les capacités

opérationnelles et administratives des organismes de contrôle ainsi que de développer la capacité de mise en œuvre pour réduire les accidents mortels sur les réseaux routiers et ferroviaires, en adoptant notamment la législation sur les systèmes de transport intelligents (STI) et sur le transport combiné, tout en travaillant à l'élaboration d'un cadre stratégique pour la mise en œuvre des STI et du réseau central.

Le pays devrait tout particulièrement renforcer les capacités opérationnelles et techniques de toutes les institutions de gestion et des parties intéressées qui s'occupent du développement des réseaux transeuropéens de transport (RTE-T) et d'énergie (RTE-E) et harmoniser son cadre juridique avec le règlement sur le réseau transeuropéen de transport.

Il est crucial que la Macédoine du Nord poursuive son processus de réforme afin de faciliter la circulation des ressources vers des secteurs plus productifs, d'achever les travaux d'infrastructure et la transformation structurelle, en encourageant l'adoption et l'innovation de la technologie, en créant de nouvelles offres d'emploi et en utilisant efficacement sa position stratégique.

Monica Baldi
Italie, PPE-DE (1994-1999)
baldi.monica@email.it

DIALOGUE INTERETHNIQUE ET DROITS DES FEMMES

Grâce à une «visite d'étude» en ligne en Macédoine du Nord effectuée par des représentants de notre association (AAD), nous avons désormais une bien meilleure connaissance et compréhension des problèmes rencontrés actuellement par ce petit pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne. La situation géographique de la Macédoine du Nord et sa composition ethnique diversifiée ont influencé l'histoire, la politique et les droits des femmes dans le pays. Les États qui ont émergé des ruines de l'Empire ottoman au XIXe siècle portent encore les stigmates de leur passé ottoman. Depuis l'éclatement de la Yougoslavie en 1991, la Macédoine du Nord fonctionne comme un État multiethnique indépendant. La plus grande réussite de ce pays est, selon moi, d'être parvenu à fonctionner en tant qu'État unifié réunissant des Macédoniens slaves (64 %), des Albanais (25,2 %), des Turcs (2,7 %) et des Roms (1,8 %) ainsi que des minorités serbes, bosniaques et valaques (d'après le dernier recensement, qui date de 2002). D'après la constitution, tous les citoyens jouissent des mêmes droits et l'État protège et promeut la culture de toutes les communautés. Par ailleurs, les minorités peuvent utiliser leur propre langue dans un contexte officiel dans leur municipalité si elles y représentent au moins 20% de la population. Les députés albanais peuvent quant à eux s'exprimer dans leur langue au parlement. La municipalité de Chouto Orizari, située dans la banlieue de Skopje, a adopté le romani comme langue officielle.

En parallèle, le gouvernement s'est fermement engagé à intégrer les Roms dans la société macédonienne et à améliorer leurs conditions de vie, principalement au moyen de l'éducation. Il convient également de noter que de nombreuses ONG dirigées par des femmes œuvrent à améliorer la vie de la population rom du pays. Les femmes ont largement contribué au débat politique au cours des 30 années écoulées, à travers des organisations qui ont réalisé un travail majeur pour promouvoir le dialogue international, la réconciliation et la coexistence pacifique des différentes communautés de la Macédoine du Nord. Le mouvement féministe s'est fortement développé au fil des ans, en particulier à la fin des années 1990 et au début des années 2000, et a réussi à réunir des femmes de différents groupes ethniques et confessions, des représentants de partis politiques, des organisations de la société civile et même des militantes individuelles. Il y a eu dans le passé de nombreux heurts entre les groupes ethniques, principalement entre Albanais et Macédoniens slaves, qui ont même fait sept morts en 2012. La montée des mouvements nationalistes entre 2006 et 2017 a ralenti les progrès enregistrés ces années passées en matière de règlement des conflits extérieurs et d'amélioration des relations avec la Grèce et la Bulgarie. Après les élections de 2017 et, plus récemment, celles de juillet 2020 qui ont vu l'arrivée au pouvoir de la coalition proeuropéenne emmenée par Zoran Zaev, les relations internationales se sont améliorées et les tensions entre groupes ethniques

se sont apaisées, en particulier après l'accord de Prespa (de juillet 2018) qui a ouvert à la Macédoine du Nord la perspective d'adhérer à l'OTAN et à l'Union européenne. Le mouvement féministe est en outre parvenu à faire inscrire comme obligation un quota minimal de 40 % de femmes sur les listes électorales locales et législatives, et à faire en sorte que des lois soient adoptées sur la violence domestique, le harcèlement sexuel et la discrimination sur le lieu de travail. Ce mouvement a également défendu le droit à l'avortement et les droits des personnes LGBTQI. Malgré ces avancées, les femmes rencontrent toujours des difficultés à trouver un emploi en Macédoine du Nord, 39 % d'entre elles ayant un emploi contre 61 % des hommes. Par ailleurs, les femmes sont toujours sous-représentées au gouvernement et aux postes de prise de décision: aucun des quatre vice-présidents du gouvernement n'est une femme. On compte seulement 6 femmes maires contre 81 hommes. Des stéréotypes patriarcaux problématiques persistent également, ainsi que des tensions entre ethnies et communautés. C'est pourquoi nous estimons que l'émancipation des femmes et les mesures visant à obtenir une véritable égalité des sexes contribueront à moderniser la Macédoine du Nord et à la rapprocher des valeurs européennes.

Anna Karamanou
Grèce, S&D (1997-2004)
annkaramanou@gmail.com

RENCONTRE AVEC LA JEUNE GÉNÉRATION

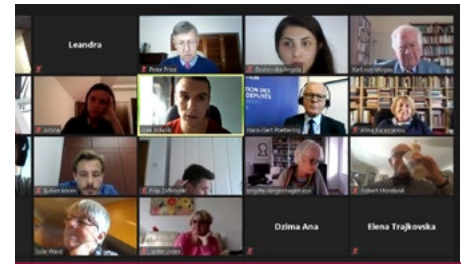
En octobre, au terme d'une visite d'étude virtuelle à Skopje, un groupe d'anciens députés a rencontré via Zoom des étudiants de cinq universités de Macédoine du Nord. Après une brève allocution de M. Hans-Gert Pöttering (président de l'Association des anciens députés au Parlement européen (AAD) et ancien Président du Parlement), la réunion a commencé par une séance de questions-réponses.

Au début, les étudiants étaient quelque peu intimidés et n'osaient pas prendre la parole, mais Jackie Jones, membre de l'AAD et ancienne professeure de droit, a aidé à rompre la glace: elle a demandé aux étudiants de parler d'eux et de leurs études. Nombre d'entre eux sont des étudiants en droit, relations internationales, affaires européennes ou dans d'autres matières connexes. Ils avaient très envie de savoir dans combien de temps la Macédoine du Nord pourrait être membre à part entière de l'Union européenne. Leur génération est déjà passée à côté de nombreuses occasions et il ne fait aucun doute que ces étudiants partagent nos valeurs européennes et ont envie de connaître eux aussi les avantages dont jouissent les étudiants des pays voisins qui ont déjà rejoint l'Union.

En tant qu'ancien membre de la commission de la culture et de l'éducation, j'ai pu revendiquer quelque mérite à avoir contribué à l'élargissement du programme Erasmus+ à un public de jeunes plus large que les seuls étudiants. Les jeunes Macédoniens du Nord peuvent participer à certains volets du programme, mais aussi au nouveau programme Corps

européen de solidarité, centré sur le volontariat.

Sans surprise, le débat a également porté sur des questions liées au conflit historique entre la Macédoine du Nord et ses voisins, la Bulgarie et la Grèce. Nous avons rappelé aux étudiants que la solution au différend du nom, qui opposait le pays à la Grèce, montre que même les problèmes les plus épineux peuvent être résolus grâce à de la volonté politique et que l'Union européenne mettait actuellement les bouchées doubles pour accélérer le processus d'adhésion après le retard d'un an dû au blocage du président Macron lors du sommet du Conseil européen d'octobre 2019. Nous avons souligné que notre visite d'étude était la preuve du nouvel effort politique déployé pour intégrer les derniers pays des Balkans dans la famille européenne, la paix et la stabilité de la région étant synonymes de paix et de sécurité pour tous en Europe. Nous avons eu droit à un débat animé sur ce que signifie être un État membre de l'Union européenne et à des commentaires sur le regrettable départ du Royaume-Uni et la triste régression amorcée par certains États membres, notamment en matière de droits des femmes et d'égalité des sexes. En ratifiant la convention d'Istanbul, la Macédoine du Nord a fait plus de progrès que certains États membres. Dans le même temps, il y a bien des avancées au niveau législatif en ce qui concerne les droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres, mais il reste encore beaucoup à faire. Les étudiantes qui participaient à la réunion ont beaucoup apprécié d'entendre parler des femmes



Un moment de la rencontre virtuelle avec les étudiants

politiques fortes.

«Je milite depuis toujours pour les droits des femmes et l'égalité des sexes, alors, quand vous avez évoqué ce point au cours de la réunion sur Zoom, il fallait que je dise quelque chose», m'a écrit plus tard sur Twitter Artina Mustafi, étudiante en droit à Tetovo. «En tant que féministe et musulmane, je reçois beaucoup de messages islamophobes, sexistes et misogynes de la part de personnes qui trouvent absurde de se considérer comme féministe lorsqu'on est musulmane... mais je n'ai jamais cessé de dire que l'Islam est intrinsèquement féministe et je n'aurai de cesse de combattre le racisme, l'homophobie et la xénophobie, même si je vis dans les Balkans et que cela rend les choses un peu plus compliquées en raison de l'étroitesse d'esprit des gens. Je veux tout faire pour aider mon pays à changer pour le mieux. Ensemble, nous sommes plus forts...»

Julie Ward

Royaume-Uni, S&D (2014-2020)
julie4nw@gmail.com
@julie4nw

UN RÊVE POUR UN CITOYEN DE MACÉDOINE DU NORD

Je m'appelle Viola Mahmudi et je suis étudiante en droit.

Tous les citoyens de la République de Macédoine du Nord souhaitent que notre pays rejoigne l'Union européenne.

Si mon pays était membre de l'Union européenne, j'espère avant tout que les salaires augmenteraient, car ils sont très bas. Les coûts de l'électricité, du téléphone et de la nourriture sont si élevés qu'il est impossible pour une famille de vivre normalement avec le salaire minimum.

J'aimerais que davantage d'emplois soient créés et que plus de la moitié des bénéficiaires d'allocations de chômage trouvent du travail pour ne plus devoir dépendre de l'argent ou des faveurs des partis politiques, comme c'est bien souvent le cas en République de Macédoine du Nord. L'un de mes vœux les plus chers serait de voir disparaître la corruption. En effet, dans mon pays, cette pratique gangrène toutes les institutions – hôpitaux, écoles et universités –, qui sont nombreuses

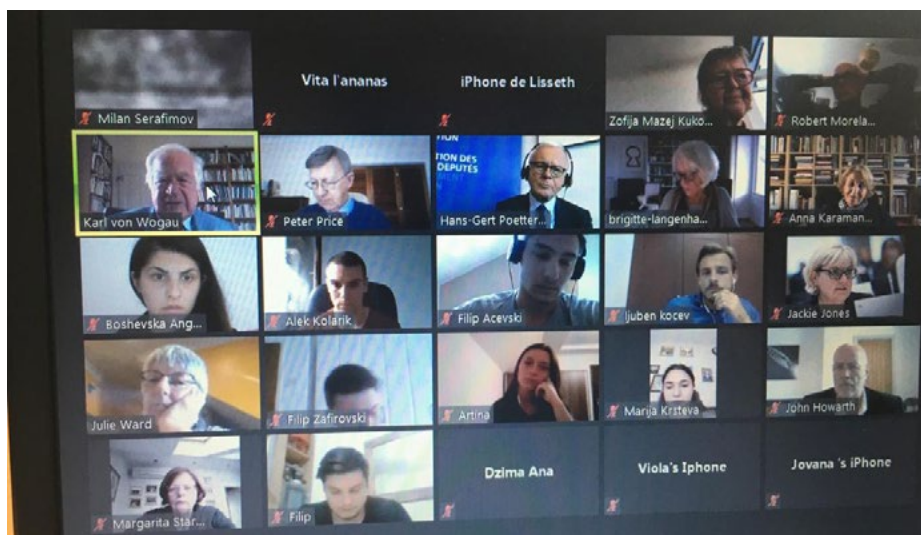
à dépendre du soutien d'un parti politique en particulier.

J'aimerais aussi que les infrastructures soient améliorées. Par exemple, j'aimerais que davantage de personnes utilisent les transports en commun, ce qui améliorerait la qualité de l'air. J'aimerais aussi que des mesures soient prises pour améliorer la situation des personnes ayant des besoins spécifiques, qui sont souvent négligées. Je pense notamment à l'installation de signaux sonores aux passages piétons et de rampes d'accès à l'entrée des bâtiments publics.

La coopération régionale dans les Balkans nécessite encore beaucoup de travail, car il y a encore beaucoup de tensions entre les personnes issues d'ethnies différentes. Je pense malgré tout que cette question se réglera dans un avenir proche, car nous voulons tous vivre en bonne intelligence. Nous avons tous été témoins de guerres et de massacres insensés.

Le dialogue interethnique dans les Balkans ne pourra se faire que le

jour où la corruption et la fraude électorale auront disparu et où les partis politiques et leurs responsables comprendront que le principal objectif, pour eux et pour tout citoyen des Balkans, devrait être de suivre l'exemple des pays de l'Union européenne. Il ne pourra se faire aussi longtemps que nos dirigeants irresponsables continueront à accaparer les richesses, laissant les plus pauvres livrés à eux-mêmes. De nombreux jeunes se retrouvent laissés pour compte et ne voient aucun avenir dans ces pays. Chez nous, même les manifestations d'étudiants sont inutiles. En effet, les enfants de ministres ou de dirigeants réussissent leurs examens sans avoir jamais assisté aux cours, puis occupent les emplois qui auraient dû revenir à d'autres étudiants plus méritants. La situation est la même dans tous les pays des Balkans. D'où ma question: comment une coopération régionale pourra-t-elle voir le jour aussi longtemps que de tels dirigeants seront au pouvoir ?



Viola Mahmudi

Étudiante à l'université de Tetovo
v.mahmudi218050@unite.edu.mk

SI LA MACÉDOINE DU NORD ADHÉRAIT À L'UE ...



Photo de Thiago Rocha sur Unsplash

Qu'attendez-vous de l'éventuelle adhésion de la Macédoine du Nord à l'Union européenne?

J'attends beaucoup de l'accession de la Macédoine du Nord à la communauté stable, sûre, démocratique et prospère qu'est l'Union européenne.

J'aimerais voir une amélioration du niveau de vie en général et un développement économique accru, caractérisé par une croissance du PIB, une hausse des salaires et des pensions, la libre circulation des travailleurs, des biens, des services et des capitaux, une croissance du marché et de la demande intérieurs et des mesures pour une concurrence loyale.

Je pense que l'adhésion de la Macédoine du Nord à l'Union européenne entraînerait une réforme du système judiciaire du pays, avec des tribunaux impartiaux et justes, qui rendraient des jugements transparents, sans distinction de race, de sexe, de religion, d'orientation sexuelle, d'origine ethnique ou d'âge, et qui contribueraient à réduire les délais de traitement des affaires en cours. J'aimerais également que cette réforme s'accompagne de

la nomination de juges qui ont la formation juridique nécessaire, qui n'ont pas été impliqués dans des activités criminelles par le passé ou dans l'exercice de leurs fonctions, et dont les décisions ne sont pas influencées par un parti ou une opinion politique; en bref, des juges qui répondent aux critères d'habilitation.

Je voudrais une réforme de l'exécutif: le gouvernement nommerait des fonctionnaires qualifiés, ayant les compétences adéquates pour pouvoir diriger leurs ministères. Cela permettrait au gouvernement d'obtenir des résultats dans tous les domaines d'action de l'exécutif, de l'encadrement politique à la gestion et direction des différents ministères. En outre, l'exécutif devrait veiller tout particulièrement à ce que les ressources soient réparties équitablement et que les ministères obtiennent des avancées institutionnelles et garantissent la capacité du chef de l'État à exercer ses prérogatives en lien avec les différents ministères.

La plupart des droits fondamentaux sont inscrits dans la constitution de la Macédoine du Nord. En cas

d'adhésion de la Macédoine du Nord à l'Union européenne, le pays devra étendre ces droits et les mettre en conformité avec la législation européenne. Par exemple: l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) précise que «nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants», une disposition qui n'est pas pleinement appliquée en Macédoine du Nord; l'article 8 de la CEDH définit le droit au respect de sa vie privée et familiale, droit régulièrement violé en Macédoine du Nord; l'article 9 de la CEDH sur la « liberté de pensée, de conscience et de religion» n'est pas respecté, ce droit est sans cesse bafoué, car la Macédoine du Nord est un pays multiconfessionnel et multiethnique; l'article 10 de la CEDH traite de la liberté d'expression, qui est menacée, en Macédoine du Nord, par un grand nombre de facteurs, notamment politiques, économiques, ethniques et religieux; enfin, l'article 14 de la CEDH traite de l'interdiction de discrimination, une interdiction dont le respect a fluctué au fil du temps en Macédoine du Nord (du pluralisme dans l'ex-Yougoslavie à la situation actuelle), selon que les gouvernements successifs l'ont respectée ou non.

À cet égard, j'estime que la Macédoine du Nord devrait s'employer, de manière cohérente et efficace, à répondre aux critères juridiques de l'Union européenne et accélérer le processus d'adhésion, cruciale pour l'État et ses citoyens.

Artina Mustafi

Étudiante à l'université de Tetovo
a.mustafi219002@unite.edu.mk

VISITE SOUS LA PRÉSIDENTENCE

VISITE (VIRTUELLE) DE L'AAD À BERLIN

L'AAD offre un éventail riche et varié d'activités à ses adhérents. Cette année, la visite à Berlin, organisée à l'occasion de la présidence allemande du Conseil de l'UE, était incontournable. Malheureusement, la visite n'a pas pu se dérouler sur place comme prévu à cause de la pandémie de la COVID-19, mais nous avons pu malgré tout suivre l'évènement en ligne, ce qui mérite d'être salué. Ce format ne nous a pas permis de profiter du bel automne berlinois pas plus que de la fameuse hospitalité allemande, mais il a toutefois encouragé un nombre important de collègues à assister aux réunions et aux débats à distance, qui n'ont perdu en rien de leur intérêt ni de leur convivialité, ce qui est très positif!

L'ensemble de la visite, dirigée par le président Pöttering, qui a brillamment animé les débats, a été parfaitement bien préparée et suivie par Georg Pfeifer, chef du bureau de liaison à Berlin. Ce dernier nous a donné un aperçu de l'état actuel du débat européen, dans l'attente d'un accord sur le budget et en tenant compte des enjeux à venir que sont la transition

numérique, le changement climatique et la résilience, tout cela alors que les relations avec les États-Unis s'appêtent à prendre un tournant décisif, à l'issue d'élections présidentielles capitales, sans parler des relations avec la Chine et la Russie. Se pose également le problème persistant de l'immigration et d'une situation socioéconomique désormais incertaine provoquée de manière inattendue par la pandémie, à laquelle l'Union s'efforce de réagir avec détermination et énergie.

Nous attendions tous avec impatience l'intervention de Wolfgang Schäuble, président du Bundestag. Nous n'avons pas été déçus. M. Schäuble nous a consacré une heure entière pendant laquelle nous avons pu lui poser tout type de questions, auxquelles il a répondu avec des idées très fortes, nourries par sa grande expérience, pour mieux nous faire comprendre la situation de l'Union. Il a surtout insisté sur la nécessité de résoudre les problèmes principaux en profitant du budget conséquent de l'Union pour développer sans délai des secteurs où l'Union accuse un certain retard, comme la transition numérique et

la santé publique. Selon lui, l'Union doit sans tarder relever le défi majeur auquel elle est actuellement confrontée, à savoir mettre en œuvre rapidement et efficacement les politiques européennes qu'elle promeut et adopte, d'une manière qui soit clairement visible pour l'ensemble des citoyens. J'entends encore ses paroles pleines de conviction et de passion pour une Union rapide et efficace, capable de flexibilité et de pragmatisme et, surtout, animée d'une volonté d'aller de l'avant, sans blocages ni retard. Dans la perspective de la conférence tant attendue sur l'avenir de l'Europe, il encourage la recherche d'une dynamique optimale pour réussir cette gageure.

Les autres rencontres, individuelles ou collectives, ont également été riches en anecdotes et en nouvelles réflexions. Nous avons pu discuter avec Gunther Krichbaum, président de la commission des affaires européennes du Parlement allemand, puis avec différents représentants de la société civile le deuxième jour. Cette réunion collective réunissait notamment les représentants des organisations de jeunesse, qui aspiraient fortement à renforcer la participation à la conférence sur l'avenir de l'Europe, en vue de rendre l'Union plus transparente et responsable vis-à-vis des citoyens, mais aussi pour lutter contre la pauvreté et le chômage chez les jeunes.



Un moment de la réunion virtuelle avec Gunther Krichbaum, président de la commission des affaires européennes du Parlement allemand

Ines Ayala Sender
Espagne, S&D (2004-2019)
iayalasender@gmail.com

QU'ATTENDENT LES JEUNES EUROPÉENS ...

... de la conférence sur l'avenir de l'Europe?

À l'occasion de la présidence allemande du Conseil, l'Association des anciens députés a rencontré des représentants d'organisations de la société civile travaillant en Allemagne, les invitant à exposer leurs idées et leurs souhaits pour la conférence sur l'avenir de l'Europe. Deux organisations de jeunesse en ont profité pour présenter leurs visions: les Jeunes Européens fédéralistes (Allemagne) – l'organisation de jeunesse de l'Union des fédéralistes européens (Allemagne) – et le Conseil fédéral allemand de la jeunesse (Deutscher Bundesjugendring).

Qu'attendent les jeunes de la conférence sur l'avenir de l'Europe? Et comment leurs attentes ont-elles évolué dans le contexte de la crise mondiale de la COVID-19? Les deux organisations affirment sans ambages que les jeunes, qu'ils soient d'Allemagne ou d'ailleurs, se sentent profondément attachés à l'Europe et à ses idées et valeurs fondamentales – pour lesquelles ils se mobilisent – et qu'ils entendent donc faire entendre leur voix et participer à la modélisation de leur avenir européen. Toutefois, face aux enjeux actuels, comme celui de la pandémie, mais aussi du changement climatique, des migrations et de la remise en cause permanente des principes démocratiques et libéraux, de plus en plus de citoyens se demandent si l'Union, dans sa forme institutionnelle actuelle, est capable d'apporter des solutions appropriées et efficaces. Dans une perspective fédéraliste, il est



essentiel d'entreprendre des réformes institutionnelles pour rendre l'Union plus cohérente et homogène et pour renforcer la démocratie européenne. Sur le plan thématique, la conférence sur l'avenir de l'Europe devrait donc plaider courageusement en faveur des réformes tant attendues que sont le renforcement du rôle du Parlement européen, l'alignement des systèmes électoraux au sein des États membres de l'Union européenne et le passage du principe de l'unanimité au vote à la majorité. Il est capital, pour les deux organisations, que la conférence réponde aux attentes qui ont été placées en elle. La conférence devra pour cela engager un processus contraignant et ouvert aux résultats, n'excluant pas de modifier les traités et/ou d'élaborer une nouvelle convention. Il est en outre essentiel d'associer la société civile organisée à ce processus pour garantir une participation durable. Une Union européenne forte, capable de répondre aux besoins et aux préoccupations de ses citoyens, est plus que jamais nécessaire en cette période de pandémie mondiale et de montée des populismes et des

tendances illibérales. Si nous voulons survivre à ces temps troublés, nous devons aussi grandir ensemble, en tant que société. Rétablir la confiance des citoyens doit être la première préoccupation des décideurs politiques européens. La conférence doit donc s'élever pour ne pas se contenter d'un nouvel exercice d'écoute. Il est temps de faire preuve de courage et de donner aux citoyens un véritable droit de regard sur l'avenir de l'Europe. Seule une conférence sur l'avenir de l'Europe ouverte à toutes les perspectives de profond changement politique et institutionnel sera à même de répondre aux attentes des citoyens.

Clara Föller

Présidente des Jeunes Européens Fédéralistes (Allemagne) et membre de "Union européenne Allemagne"

Marius Schlageter

Vice-président du Conseil fédéral allemand de la jeunesse.

RÉSEAU DES ANCIENS DÉPUTÉS

LES RÉACTIONS FACE À LA PANDÉMIE DE COVID-19

L'un des principaux changements apportés par la pandémie de COVID-19 aura été l'essor des forums de discussion en ligne. Et il sera sans doute amené à durer. Le monde nous semble soudain bien petit: les courriels ont été supplantés par des outils en ligne comme Zoom, qui nous permettent non seulement de nous voir, mais aussi de dialoguer d'une manière à peine concevable et peu courante jusqu'à très récemment. Nous le constatons au sein de l'AAD: les appels vidéo Zoom sont en hausse dans le cadre du programme «PE au Campus» et, en particulier, nous assistons à une hausse des demandes de conférences universitaires dans des régions situées en dehors de l'Europe.

Ainsi, le jeudi 22 octobre, j'ai représenté l'AAD lors d'un débat sur la COVID-19 qui regroupait trois continents. Les anciens députés américains et néozélandais étaient représentés par leurs présidents respectifs, Charles Bustany et Peter Dunne.

D'une certaine manière, l'exercice était plus facile pour Peter: son pays compte 15 millions d'habitants, il possède un gouvernement unique et n'a pas de centres de pouvoir concurrents aux règles différentes. La Nouvelle-Zélande a également l'avantage d'être située à près de

5000 kilomètres des côtes de son plus proche voisin, l'Australie. En résumé, Peter nous a expliqué que dans un pays qui jouit de tels avantages, un confinement peut se révéler efficace pour contrôler une maladie. En Europe, il était tout bonnement impossible de s'en sortir en confinant les gens dans des hôtels avec des soldats postés à l'entrée pour les empêcher de sortir.

Aux États-Unis, étant donné le grand nombre de leurs États et de gouverneurs, tous dotés de pouvoirs importants et de traditions solidement ancrées, la réaction ne pouvait qu'être différente, surtout en cette année électorale. En outre, la mentalité américaine est marquée par une longue tradition de rejet de l'autorité. La situation a pu nous sembler difficile en Europe, mais elle l'a été bien plus aux États-Unis. À ces problèmes, il a fallu bien sûr ajouter les élections et la fracture très nette entre républicains et démocrates dans leur gestion de la pandémie. D'un côté, il y avait un président américain dans le déni à l'égard de la maladie, de l'autre, un candidat démocrate qui passait son temps, non pas à faire campagne, mais à régler des problèmes électoraux internes à son parti.

Dans le cadre de ce débat, faire référence à l'Europe, c'est bien entendu parler des 27 États membres de l'Union européenne. Une fois que la pandémie sera derrière nous, nous devons examiner de près notre gestion de la crise. Si la santé est une affaire nationale, nous avons pu constater la nécessité de créer un organe central chargé de transmettre les informations, de coordonner les approvisionnements et de s'assurer

que les besoins des petits pays ne sont pas négligés. En France ou en Allemagne, il est facile de commander des travaux de recherche pour, avec un peu de chance, trouver un vaccin. Il n'en va pas de même pour des pays comme la Belgique ou le Portugal. Une mission de l'Europe consiste donc à garantir une certaine équité et à s'assurer que tous les pays en tirent un bénéfice commun. L'Europe et les pays développés ont également une responsabilité envers le reste du monde, comme je l'ai fait remarquer au cours du débat. Sur ce point, mes deux interlocuteurs étaient d'accord avec moi. Nous avons tous les trois reconnu que, avec nos organismes d'aide respectifs, nous devons assurer une répartition équitable du vaccin, s'il est découvert.

Un jour, nous repenserons à cette pandémie comme à celle de la grippe espagnole de 1918. Qui sait si elle disparaîtra? Peut-être que le virus mutera et que, comme pour la grippe, un nouveau vaccin sera nécessaire chaque année. Ou peut-être que nous devrons tout simplement vivre avec cette maladie. À l'heure où la communauté intellectuelle sort de son état de panique, elle va peut-être prendre conscience que, bien que la pandémie ait fauché des vies trop tôt, notre espérance de vie moyenne reste de plus de 80 ans.

Oui, peut-être allons-nous devoir tout simplement vivre avec!

Lord Richard Balfe

Royaume-Uni

S&D (1979-2002)

PPE-DE (2002-2004)

richard.balfe111@gmail.com



Les orateurs lors de l'évènement

PROGRAMME PE AU CAMPUS

LE CFP ET NGEU : UNE HISTOIRE DE CALENDRIER



générations futures à hériter d'une terre habitable. Enfin, j'ai fait part à l'audience des préoccupations largement partagées sur les questions de savoir si le nouvel accord affaiblit le contrôle démocratique, s'il peut être subordonné à l'état de droit et si les programmes internationaux «historiques» resteraient ouverts aux pays tiers, compte tenu des récents appels à l'autonomie stratégique. La plupart des questions du public ont porté sur la conditionnalité de l'état de droit et l'instrument de relance Next Generation EU. J'ai bien sûr tenté d'expliquer le débat autour de l'état de droit sous la perspective à la fois du Conseil, du Parlement et des États membres, lesquelles alimentent toutes la proposition et plaident en faveur de celle-ci. Je me suis réjouie de l'intérêt du public et de sa bonne connaissance de l'Union. Ils témoignaient clairement des efforts déployés par le CEUCE et l'équipe dirigée par Mme Felicia Martinez pour promouvoir le programme de l'Union européenne dans le Colorado, le contexte dans lequel s'inscrit le partenariat de longue date entre cet établissement et l'AAD. J'espère que cette fructueuse relation se poursuivra et contribuera à renforcer nos liens par-delà l'Atlantique, grâce aux échanges interpersonnels virtuels.

Le 6 octobre, j'ai eu l'occasion de faire une présentation au Colorado European Union Center of Excellence (CEUCE) de l'Université du Colorado à Boulder. Cette présentation, intitulée «The Multi Financial Framework and Next Generation EU: A Tale of Timing», visait à expliquer aux étudiants le rôle du cadre financier pluriannuel et de l'accord sans précédent que constitue Next Generation EU dans le paysage politique de l'Union.

J'ai expliqué la nature politique des négociations budgétaires et les débats de plus en plus animés auxquels elles ont donné lieu au fil des décennies, l'incidence de l'élargissement et des règles de l'OMC sur les ressources propres du CFP et les répercussions sur l'équilibre des pouvoirs entre les institutions, ainsi que complexité croissante qui a découlé du passage de l'UE-15 à l'UE-28 et, bientôt, à l'UE-27. J'ai également démontré en quoi le CFP diffère des budgets nationaux et précisé les domaines couverts par les finances de l'Union.

Au-delà du contenu du CFP, j'ai

expliqué le processus de négociation qui a été entamé avec la proposition initiale de 2018 et qui a abouti à une impasse au premier trimestre de 2020. J'ai examiné les raisons de cette impasse ainsi que la décision de modifier la proposition en raison de la COVID-19 et de l'urgence d'agir. Enfin, j'ai informé les étudiants du compromis dégagé au sein du Conseil européen sous la présidence allemande et de l'état actuel des négociations.

Next Generation EU, en tant qu'instrument économique destiné à injecter des ressources à l'appui de la relance et de l'unité européenne, a soulevé un certain nombre de questions sur la répartition, la gestion et le contrôle du CFP et de l'instrument de relance.

Outre le budget, je me suis également penché sur la mutation du climat politique à l'appui de la double transition, écologique et numérique, envisagée comme porte de sortie de la crise et comme moyen de doter l'Union d'un avantage concurrentiel grâce à des solutions de pointe, dans le respect du droit des

Edit Herczog
Hongrie, S&D (2004-2014)
mrs.edit.herczog@gmail.com



CRITIQUE DU LIVRE

“Une conscience européenne : Hans-Gert Pöttering - Biographie” de Michael Gehler et Marcus Gonschor, publié par Verlag Herder, 2020, 864 pages, 30€



Dès la lecture de son titre, on a envie de se plonger dans «Ein Europäisches Gewissen» («Une conscience européenne»). Les Européens convaincus apprécieront cette biographie, qui, grâce à un important travail de recherche et des témoignages clairs et compréhensibles, dresse le passionnant portrait d'un homme politique, Hans-Gert Pöttering, et rappelle les raisons qui l'ont poussé à œuvrer pour l'idée européenne. À travers son exemple, c'est l'importance de l'Union européenne dans nos vies qui est décrite. Les auteurs, Michael Gehler et Marcus Gonschor, écrivent avec brio une biographie que chacun devrait lire et faire sienne. Peut-être même, avant tout, ceux qui n'ont pas encore véritablement conscience de l'importance de l'Europe.

Publiée aux éditions Herder, cette biographie préfacée par Donald Tusk compte 11 chapitres, suivis d'une liste détaillée des nombreuses abréviations utilisées et des références ainsi que des

notes complémentaires et des informations sur les témoins cités. Nous nous posons tous des questions sur la situation mondiale, sur les grandes réalisations de l'Union européenne comme sur sa création, mais aussi sur les multiples défis qui se présentent à nous à l'intérieur comme à l'extérieur de nos frontières à l'international. Hans-Gert Pöttering offre des réponses à chacune de ces questions. Son livre ne revient pas seulement sur les “petits pas” d'un Européen convaincu, mais sur une compréhension et une conscience aiguës de la nécessité d'une Europe unie et solidaire. La Maison de l'histoire européenne, dont l'initiative revient à Hans-Gert Pöttering, agit comme un aimant pour les défenseurs de cette idée européenne.

Ce livre relate les événements importants, culturels comme historiques, qui ont fait de l'Union européenne ce qu'elle est aujourd'hui. À l'origine de cette Union, on trouve notamment la politique européenne de Konrad Adenauer et de Helmut Kohl. La devise «unie dans la diversité» et la triade «pays, patrie, Europe» insistent sur l'importance de la participation des citoyens à la vie politique de l'Union. La biographie décrit également la conviction du juriste Hans-Gert Pöttering, selon laquelle le droit (européen) est un gage de paix. Sa foi chrétienne lui apprend à rester fidèle à cette conviction. En outre, il

souhaite mobiliser les jeunes et leur demande de prendre leurs responsabilités envers l'Europe. C'est la diversité des expériences personnelles de Hans-Gert Pöttering qui rend cette biographie si riche. Ses réactions face à des événements mondiaux comme la chute du mur de Berlin en 1989 ou le souffle du «Wind of change» sont décrites de manière impressionnante, comme si on y était, ce qui tient le lecteur en haleine.

Les auteurs évoquent la conscience européenne de Hans-Gert Pöttering. Ils voient même en lui l'incarnation de cette conscience. C'est ce qu'ils exposent, avec beaucoup de talent, dans cette biographie.

Selon le philosophe Ludger Honnefelder (né à Cologne en 1936), sans responsabilité, toute conscience est aveugle. Pour s'atteler, en tant que député, à une tâche aussi complexe que l'Europe, il faut une certaine vision, de la créativité et de l'intrépidité. Selon ses biographes, Hans-Gert Pöttering a pleinement assumé ses responsabilités. Et selon Donald Tusk, il porte l'Europe dans son cœur. Une affirmation à laquelle cette biographie rend parfaitement justice.

Brigitte Langenhagen
 Allemagne, PPE-DE (1990-2004)
 brigitte-langenhagen-cux@t-online.de



DÉPÊCHES

ACTIVITÉS



avril/mai 2021

VISITE EN PORTUGAL

Plus d'informations vous seront envoyées par email.

1 juin 2021

SERVICE COMMÉMORATIF ANNUEL ET DÎNER DÉBAT

Les membres et anciens MdPE commémoreront leurs collègues qui sont décédés en 2020-2021.

De 17h45 à 21h30. Parlement européen à Bruxelles.

2 juin 2021

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET DÉJEUNER ANNUEL

À 10h00, suivi du déjeuner annuel à 13h00.

NOUVEAUX MEMBRES



Zita GURMAI

(Hongrie, 2003-2014, S&D)

Pendant son mandat au Parlement européen, elle a été vice-présidente de la commission des droits de la femme et de l'égalité des genres et de la commission des affaires constitutionnelles, et membre de la commission du développement régional, de la commission de la politique régionale, des transports et du tourisme, de la délégation pour les relations avec le Canada et de la délégation à la commission de coopération parlementaire UE-Moldavie.



Ari VATANEN

(France, 1999-2009, PPE-DE)

Pendant son mandat au Parlement européen, il a été membre de la commission des affaires étrangères, de la commission de la politique régionale, des transports et du tourisme, de la délégation à la commission parlementaire mixte UE-Hongrie et des délégations aux commissions parlementaires de coopération et aux délégations pour les relations avec le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et la Mongolie.

SPONSORS



Merci à CANDRIAM et KBC pour le parrainage du programme «PE au Campus».

IN MEMORIAM



† 18 septembre 2020
Mario DI BARTOLOMEI
L, Italie (1983-1989)

Il a été député italien au Parlement européen de 1983 à 1989.

Au niveau national, il a représenté 'Partito repubblicano italiano'.



† 21 septembre 2020
Eusebio CANO PINTO
PES, Espagne (1986-1994)

Il a été député espagnol au Parlement européen de 1986 à 1994.

Au niveau national, il a représenté 'Partido Socialista Obrero Español'.



† 8 octobre 2020
Tom G. O'DONNELL
PPE-DE, Irlande (1979-1989)

Il a été député irlandais au Parlement européen de 1979 à 1989.

Au niveau national, il a représenté 'Fine Gael Party'.

PARCE QUE VOUS AVEZ VÉCU *par Ralph Waldo Emerson*

"Rire souvent et beaucoup; gagner le respect des personnes intelligentes et l'affection des enfants; gagner l'appréciation des critiques honnêtes et supporter la trahison des faux amis; apprécier la beauté; trouver la beauté chez les autres; laisser le monde un peu meilleur, que ce soit par un enfant en bonne santé, un coin de jardin ou une condition sociale rachetée; savoir qu'une vie a été plus facile parce que vous avez vécu ici. Cela, c'est avoir réussi."